



**Le Président Tebboune saisit le SG de l'ONU, le président de l'UA et le Secrétaire exécutif de l'IGAD**

(P3)

29<sup>ème</sup> jour

رمضان كريم  
Ramadan Kareem

Imsak : 04h36  
Iftar : 19h28

Alger

# LE MAGHREB

## Le Quotidien de l'Économie

**GECF**

# Hausse de 6,7% des exportations du GNL en mars dernier

Les exportations du gaz naturel liquéfié (GNL) provenant des pays du GECF ont augmenté de 6,7% en mars dernier, pour atteindre 17,66 millions de tonnes (Mt), a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié hier.

"En mars 2023, les exportations du GNL des pays membres et observateurs du GECF (Forum des pays exportateurs de gaz) ont continué à augmenter, avec une croissance en glissement annuel de 6,7%, soit 1,11 Mt de plus par rapport au même mois de l'année 2022", précise la même source dans le rapport publié sur son site Web.

Globalement, les exportations mondiales du GNL ont atteint en mars dernier un niveau record de 36,36 Mt, ce qui représente une augmentation de 6,5% (2,22 Mt) sur un an.

(Lire en Page 4)



● EN MARCHÉ DEPUIS 2019

**Mutations socio-économiques et politiques en profondeur**

(P3)

● AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2023

**Djezzy réalise un chiffre d'affaires de 23,9 milliards de dinars**

(P4)

● BRICS

**Lula défend la monnaie alternative au dollar**

(P12)

## Les Indiens seront plus nombreux que les Chinois dès mi-2023



**L**e champion de la démographie va changer. L'Inde devrait dépasser la Chine en tant que pays le plus peuplé du monde d'ici le milieu de l'année 2023, selon des estimations des Nations unies publiées hier. La population indienne comptera 1,4286 milliard d'habitants, contre 1,4257 milliard pour la Chine, selon le rapport du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) sur l'état de la population mondiale. La population chinoise a diminué l'année dernière pour la première fois en plus de six décennies, selon des données officielles au début de l'année. Le rapport de l'UNFPA estime également que la population mondiale aura atteint 8,045 milliards d'habitants à la même date. L'Inde ne dispose d'aucune donnée officielle sur le nombre de ses habitants, car elle n'a pas effectué de recensement depuis 2011.

Le recensement de l'Inde, qui n'a lieu qu'une fois par décennie, devait avoir lieu en 2021, mais a dû être retardé en raison de la pandémie de Covid-19. Des obstacles logistiques et des réticences politiques l'empêchent désormais de se dérouler, et il est peu probable que cet exercice de grande ampleur se déroule prochainement.

Le gouvernement nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi est accusé par ses détracteurs de retarder délibérément le recensement afin de ne pas rendre publiques des données sur des questions sensibles, comme le chômage, avant les élections nationales de l'an prochain. Selon le Pew Research Centre, centre de réflexion américain, la population indienne a augmenté de plus d'un milliard de personnes depuis 1950, année à partir de laquelle les Nations unies ont commencé à établir les données démographiques.

## Kim Jong-un ordonne le lancement du premier satellite espion nord



**L**e dirigeant nord-coréen a ordonné le lancement du premier satellite espion de reconnaissance militaire de la Corée du Nord, dont la construction vient d'être achevée, a indiqué, le 19 avril, l'agence de presse d'État. Lors d'une visite de l'agence spatiale nord-coréenne, Kim Jong-un a exigé "que le premier satellite espion de reconnaissance militaire (de la Corée du Nord), achevé en avril, soit lancé à la date prévue", selon l'agence de presse officielle KCNA. Le leader, qui a inspecté avec sa fille l'Administration nationale du développement aérospatial (Nada), n'a toutefois pas donné plus de précisions sur la date de lancement. S'adressant au personnel de l'agence spatiale, il a réclamé le déploiement de "plusieurs satellites de reconnaissance sur différentes orbites".

Le fait de se doter d'une technologie de reconnaissance militaire représente "une tâche primordiale à accomplir", a souligné Kim Jong-un, pour contrer ce qu'il a qualifié de menaces et d'agression de la part de Séoul et Washington.

Cette déclaration intervient quelques jours après que Pyongyang a assuré avoir réussi le premier lancement de son nouveau missile balistique intercontinental (ICBM) à combustible solide, une avancée majeure pour le programme d'armement nord-coréen.

En décembre 2022, la Corée du Nord avait déclaré avoir conduit un "test final important" dans le développement d'un satellite espion. Le développement d'un satellite espion de reconnaissance militaire était déjà l'un des projets majeurs du programme de défense nord-coréen présenté par Kim Jong-un en 2021.

## Tirs de missiles et d'artillerie: la Russie mène des exercices en mer du Japon

**D**ans le cadre d'une inspection surprise de la flotte russe du Pacifique, des bâtiments ont réalisé des exercices en mer du Japon. Un hélicoptère anti-sous-marin a aidé à désigner une cible. Un groupe de navires de recherche et de frappe de la flotte russe du Pacifique a effectué des tirs de missiles et d'artillerie en mer du Japon lors d'une inspection surprise, rapporte le ministère russe de la Défense. La corvette Gromki et trois petits bateaux anti-sous-marins étaient impliqués.

Après avoir été informés de la cible désignée par un hélicoptère anti-sous-marin Ka-27M, les deux petits navires ont effectué des tirs de bombes de profondeur à l'aide de lance-roquettes. Le bâtiment a également utilisé une torpille du petit système anti-sous-marin Paket pour détruire un sous-marin ennemi simulé. Selon la Défense russe, le groupe a ensuite procédé à des tirs de missiles et d'artillerie sur des cibles maritimes et aériennes. Les petits navires anti-sous-marins ont utilisé des missiles antiaériens du système d'autodéfense Ossa. Parallèlement, le Gromki a réalisé des tirs avec un système d'artillerie A-190 de calibre 100 mm et un système d'artillerie à tir rapide AK-630 de calibre 30 mm.

Le 14 avril, la flotte du Pacifique a été mise en état d'alerte dans le cadre d'une inspection surprise conformément à la décision du commandant en chef suprême des forces armées de Russie. Des navires de surface, des sous-marins ainsi que les forces aériennes et spatiales sont impliqués.



## Détenus palestiniens : La communauté internationale interpellée

**L**e ministère palestinien des Affaires étrangères et des Expatriés a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités juridiques envers les prisonniers palestiniens, en œuvrant à mettre fin à leur détention illégale.

Dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée du prisonnier palestinien et repris par l'agence de presse Wafa, la diplomatie palestinienne a précisé que "le système de détention de l'occupation sioniste est une partie principale de sa collection d'outils coloniaux pour intimider et persécuter le peuple palestinien, afin de servir ses différents objectifs, dont le transfert forcé, le déplacement massif et la confiscation des terres et leur annexion. Le ministère a fait savoir, par ailleurs, qu'"au cours de ces cinq dernières décennies, l'entité sioniste a détenu plus de 800 000 Palestiniens, dont des enfants et des femmes". Il précise qu'"actuellement, il y a quelque 4 800 détenus, dont 29 femmes et 170 enfants dans les geôles de l'occupant".

Rappelant que la défense des détenus est centrale pour la libération du peuple palestinien, le ministère "a salué le courage et le combat des détenus dans toutes les prisons de l'entité sioniste contre l'oppression de l'administration sioniste".

## Biden invite à la Maison-Blanche Ralph Yarl, un adolescent noir blessé par balle

**"R**alph, on te verra dans le Bureau ovale quand tu te sentiras mieux". Joe Biden a annoncé, mardi, avoir invité à la Maison-Blanche l'adolescent noir grièvement blessé par balle, la semaine dernière, après avoir frappé à la porte de la mauvaise maison dans le Missouri. Ralph Yarl venait chercher ses frères chez un ami vers 22 heures, le 13 avril, à Kansas City, grande métropole du Missouri dans le centre des Etats-Unis, lorsqu'il a sonné par erreur à la mauvaise porte.

Son propriétaire, un octogénaire blanc, a alors tiré sur l'adolescent à travers une porte vitrée, le touchant au bras et à la tête, selon des documents judiciaires consultés par l'AFP. Le jeune homme récupère "malgré la gravité de ses blessures", précise un communiqué des avocats de la famille, dont le célèbre Ben Crump spécialisé dans la défense des Afro-Américains victimes, notamment de violences policières. Le suspect de 84 ans, Andrew Lester, a été inculpé lundi par la justice du Missouri de deux chefs d'accusation, dont l'un passible de la prison à vie, a fait savoir lors d'une conférence de presse le procureur du comté de Clay, Zachary Thompson. Dans un communiqué, le bureau du shérif du comté a indiqué qu'Andrew Lester s'était présenté mardi au centre de détention pour être placé en état d'arrestation.

## New York : L'effondrement partiel d'un parking fait un mort et cinq blessés

**C'**est un drame qui a frappé New York mardi. Au moins une personne est décédée et cinq ont été blessées dans l'effondrement partiel d'un parking dans le sud de Manhattan. "Il y avait six ouvriers dans le bâtiment au moment de son effondrement. Quatre d'entre eux ont été hospitalisés et sont dans un état stable. Une personne est morte et une personne a refusé d'être soignée", a indiqué John Esposito, un responsable des pompiers de New York. Des images circulant sur les réseaux sociaux montraient des voitures à la renverse et de la fumée sortant du bâtiment effondré.

La structure est "instable" a indiqué le maire de la ville Eric Adams, qui a précisé que des opérations étaient en cours pour trouver d'autres victimes éventuelles dans les décombres. Le parking de plusieurs étages s'est effondré sur lui-même, jusqu'au sous-sol, a ajouté un responsable de la ville.

Les autorités ont notamment précisé qu'elles se servaient de drones et d'un chien robot pour éviter que des secouristes n'entrent dans ce bâtiment, dont l'autre partie pourrait toujours s'affaisser.



EN MARCHÉ DEPUIS 2019

# Mutations socio-économiques et politiques en profondeur

PAR : AMMAR ZITOUNI

**Cette expérience en marche depuis 2019 se nourrit principalement des fruits des grands axes du programme politique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune à travers des grandes mutations dans tous les secteurs de la vie nationale et dans l'ensemble des régions du pays.**

Avec la nouvelle Constitution amendée, ce n'est pas seulement les institutions de l'Etat qui ont commencé à sortir de leur stagnation, ce sont également les secteurs sensibles et structurants à l'image de l'agriculture et de l'industrie, le monde rural et la société algérienne toute entière qui prennent conscience de certains archaïsmes et rejettent avec les pratiques du passé l'immobilisme social qu'elles engendraient pour s'engager avec plus de vigueur et d'enthousiasme dans la grande bataille du développement et de l'édification d'un monde meilleur.

## ENORMEMENT D'EFFORTS ET DE CONTINUITÉ

Bien évidemment, ces mutations sont une œuvre de grande haleine, qui nécessite encore de grande mobilisation et énormément d'efforts

et de continuité, et il serait prématuré de dresser le bilan de ce qui constitue en définitive la vie profonde de la nation, le dialectique et le devenir, permanent de son développement socio-économique et politique. C'est dire également que l'apport du Plan d'action du gouvernement, en développement et élargissant le développement national en action d'envergure et de portée nécessairement nationales, ne peut être isolé des progrès socio-économiques et politiques réalisés à la faveur de la mise en application du programme présidentiel, des batailles de l'indépendance économique et du développement durable, et qu'il doit être appréhendé dans le cadre de la continuité d'une action globale de redressement engagée depuis 2019.

## UN PROGRÈS QUALITATIF

Dans ce contexte, le programme de relance économique, comme l'indiquaient dès le départ les orientations, voire les directives du Président de la République, avait surtout pour but un progrès qualitatif dans la mise à jour d'une situation qui avait besoin de correction et de nouvelles perspectives, une accélération du processus de sa réalisation, un approfondissement et une plus grande clarification de ses objectifs et de ses moyens. Depuis le lancement des premières opérations de la relance économique et sociale son parcours est en train de réaliser des conquêtes conformes à sa finalité socio-économique, et de déboucher progressivement sur une bataille de développement authentique, qui constituera dans l'avenir une condition primordiale de son succès et une garantie sans contexte de son irréversibilité. Il est possible, d'ores et déjà, de cerner les acquis, dont la portée s'élargit au fur et à mesure

qu'elle se concrétise. Ces acquis résulte à la fois sur la nécessité de diversifier l'économie nationale, la nécessité de soutenir et de diversifier l'investissement dans divers secteurs créateurs de richesse et de postes d'emploi, afin de pouvoir construire une économie profitable à tous. Cela explique à bien saisir les orientations du chef de l'Etat de valoriser le domaine de l'investissement à travers la mise en place de véritables outils afin d'atteindre l'efficacité dans la gestion et la réalisation de tous les projets de développement, la consolidation d'une stratégie nationale de relance de l'économie nationale hors des hydrocarbures et d'œuvrer à l'amélioration de la situation sociale dans le pays et en parallèle, mettre en avant l'importance de s'orienter vers l'économie des données, qui est un outil efficace par excellence pour l'Exécutif à l'effet de diversifier l'économie et d'améliorer la situation sociale de la population.

## LE PRÉSIDENT RASSURE LES INVESTISSEURS ET LES GESTIONNAIRES

Il convient de dire à ce sujet que la pénalisation de l'acte de gestion freinait auparavant les capacités des investisseurs et des gestionnaires à tel point que certains d'entre-eux ont gelé de grands dossiers économiques, par crainte de devoir rendre des comptes et pour garder leurs postes de responsabilité. Mettant en confiance tout le monde, le Président de la République à rassuré les investisseurs et les gestionnaires et à leur assuré la protection. Il est dit que les pouvoirs publics seuls, ne sauraient résoudre tous les problèmes, de même pour les investisseurs, d'où la nécessité d'une cohésion entre les deux parties, de mettre un terme à la crise de confiance



entre les différentes parties une méthodologie efficace de travail et de partenariat pour une vision commune tendant à l'édification d'une économie nouvelle, selon une vision participative entre l'Etat et les opérateurs économiques sur la base de la confiance mutuelle, notamment que le pays est à un tournant décisif de son histoire, au regard des défis aux

quels il est confronté, ce qui nécessite de se tourner vers l'avenir. En effet, la situation que connaît l'Algérie actuellement offre l'opportunité d'opérer un essor pour l'instauration d'un dialogue et d'un partenariat entre toutes les parties et à tous les niveaux.

A. Z.

## SITUATION AU SOUDAN

### Le Président Tebboune saisit le SG de l'ONU, le président de l'UA et le Secrétaire exécutif de l'IGAD

Les développements de la situation au Soudan suscitent l'inquiétude et font craindre le pire. Aussi, après avoir appelé, samedi soir, les parties soudanaises "à cesser les combats et à faire prévaloir le dialogue afin de surmonter les différends aussi complexes soient-ils", le Président Tebboune, président en exercice du Sommet arabe a pris, mardi dernier, une nouvelle initiative. Il a adressé des messages au Secrétaire général de l'ONU, au président en exercice de l'Union africaine et au Secrétaire exécutif de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, au titre d'une démarche commune et unifiée pour faire cesser les combats dans ce pays.

Cette nouvelle initiative n'est pas pour surprendre. L'Algérie ne pouvait rester indifférente face à la situation d'un pays frère et à plus forte raison que les affrontements armés ont occasionné des pertes humaines et matérielles. Plus de 200 morts et 1 800 blessés sont enregistrés depuis l'éclatement des combats dans la capitale Khartoum, entre l'armée régulière et les paramilitaires des Forces de soutien rapide. Plus encore, de part sa responsabilité morale en sa qualité d'actuel président du Conseil de la Ligue des Etats arabes au niveau du Sommet, le Président Tebboune se devait de

réagir et d'appeler les parties à privilégier l'intérêt suprême de la patrie. Cette démarche a toujours été privilégiée par l'Algérie qui a toujours exhorté les parties en conflit, au Soudan présentement et ailleurs, au Mali, en Libye, au Yémen, pour ne citer que ces pays, à régler leurs différends par la voie du dialogue. Il y a lieu également de souligner que cette posture n'est que la mise en œuvre des engagements pris par le chef de l'Etat depuis son investiture en ce qui concerne la politique étrangère de l'Algérie. Pour rappel, quelques mois après son élection en 2019, le Président Tebboune avait affirmé, lors de son allocution à l'occasion de la 33<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine en février 2020 à Addis Abeba, que "l'Algérie nouvelle demeurera attachée à ses principes et engagements, et jouera, dorénavant, pleinement son rôle en Afrique et dans le monde", en vue d'instaurer la paix, la stabilité et la sécurité.

Dès lors, il n'est pas étonnant que notre pays exhorte les parties soudanaises à cesser les combats et à prévaloir la sagesse, alors, que sera-t-il souligné par Alger, "le Soudan a plus que jamais besoin de la conjugaison des efforts de ses enfants pour mettre fin à la

crise actuelle et réaliser les aspirations légitimes du peuple soudanais frère au recouvrement de sa sécurité, sa stabilité, et à l'édification d'un Etat démocratique et moderne".

Faut-il ainsi rappeler que ce pays était engagé, depuis 2019, dans un processus politique visant à mettre en place un Etat démocratique, après le renversement de l'ancien régime.

Mais alors que militaires et civils ont signé un accord concernant la gestion d'une période de transition qui devait déboucher sur le retrait des militaires du champ politique et la remise du pouvoir aux civils, la dissolution en 2020 du Conseil de souveraineté et celui des ministres de transition, rejetée par la rue soudanaise, est venue compliquer la crise. Le processus politique amorcé en janvier dernier entre les signataires de l'accord-cadre du 5 décembre 2022, pour parvenir à un accord qui pourrait résoudre la crise politique dans le pays et les négociations engagées, entre les autorités militaires et civiles, en vue d'aller vers un nouvel accord qui devait être signé, le 1<sup>er</sup> avril, puis le 6 avril courant, avant d'être reporté en raison de la reprise des pourparlers entre militaires, sont aujourd'hui remis en cause par l'éclatement des combats.

Hamza B.

## LA CONJONCTURE

Par R. N.

### Les cadres de la CACI, appelés à revoir leur statut

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a appelé mardi les cadres de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) à revoir le statut de l'établissement pour sa modernisation et l'amélioration de ses performances en phase avec les tendances économiques nationales et mondiales en vue d'atteindre les objectifs de développement économique du pays, indique un communiqué du ministère.

Président une réunion de coordination avec les cadres de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, le ministre a appelé à "revoir le statut de la Caci pour moderniser l'établissement et améliorer ses performances en phase avec les tendances économiques nationales et mondiales en vue d'atteindre les objectifs de développement économique du pays", précise le communiqué. A cette occasion, Zitouni a souligné la nécessité pour la Chambre algérienne de commerce et d'industrie de jouer un "rôle de premier plan" dans l'économie nationale et d'être un établissement économique "efficace" au service des opérateurs économiques.

La réunion de coordination intervient en marge d'une visite de travail du ministre à la Caci, où il a été reçu par son président Kamel Hamenni, et le chef de cabinet du ministre chargé de la gestion des affaires de la Chambre, Hocine Zaoui, selon la même source.

Par ailleurs, et lors d'une visite de travail et d'inspection au siège du Centre national du registre de commerce (Cnrc), Zitouni a estimé que ce centre doit devenir une banque d'informations économiques exactes, à travers les statistiques et les données numériques qu'il détient sur toutes les entreprises commerciales actives sur le marché national, ajoute le communiqué.

Au cours de cette visite, le ministre a suivi un exposé détaillé sur le fonctionnement et les missions du centre, ainsi que sur les prestations prodiguées aux commerçants et aux opérateurs économiques, et a appelé les cadres du Cnrc à renforcer la qualité des services numériques pour répondre aux exigences des utilisateurs. Zitouni a, en outre, souligné que le Cnrc a réalisé de grands progrès dans le domaine de la numérisation de ses services administratifs pour faciliter toutes les démarches aux opérateurs économiques et contribuer à l'amélioration du climat des affaires dans le pays.

## VÉHICULES D'OCCASION

**Un marché mitigé, mais...**

**D'**après Adel Bensaci, président du Cluster Mécanique de précision Algérie, le marché des voitures de l'occasion se stabilisera en Algérie d'ici 90 jours, au maximum.

Les raisons : la mise en œuvre des procédures d'encadrement du processus d'importation par les Douanes et le ministère de l'Industrie, et le processus d'étude des dossiers et d'octroi des licences pour l'importation de véhicules neufs, qu'ils soient de tourisme ou utilitaires, ou de camions et autres engins par le Comité technique du ministère de l'Industrie.

Il s'agit également de l'approche de la date de fabrication automobile locale, à partir de décembre prochain au maximum.

"Les prix des voitures étaient censés connaître une baisse sensible avec l'entrée du premier lot de voitures importées le 19 mars dernier, et même avant cela lorsque le ministère de l'Industrie a annoncé l'attribution des premiers agréments pour l'importation des véhicules neufs pour trois marques de constructeurs automobiles", a expliqué dans une déclaration à *Echourouk News*, Adel Bensaci. "Cependant, les prix ont restés en hausse, en raison des pratiques spéculatives et les efforts de certains acteurs du marché noir tels que les intermédiaires pour empêcher la baisse des prix des véhicules d'occasion", a-t-il ajouté.

Selon ce responsable, les réductions annoncées récemment par la marque italienne Fiat sur ses véhicules en Algérie, ainsi que l'annonce par les Douanes algériennes, selon un document de référence, des prix des voitures de moins de 3 ans à l'étranger et des véhicules neufs, et la préparation d'autres concessionnaires automobiles (Opel, JAC) à mettre leurs véhicules sur le marché avant la fin du premier semestre de l'année en cours, seront dans l'intérêt du consommateur. Cela devrait contribuer, à partir du deuxième semestre de l'année en cours, à faire baisser les prix des voitures dans leurs différents modèles et marques.

"Malgré la hausse continue du marché des voitures d'occasion aujourd'hui, le cahier des charges réglementant l'activité des concessionnaires automobiles est cette fois strict, et l'affaire est liée au décret publié en novembre dernier au *Journal officiel*, car l'engagement de vente empêche chaque citoyen de bénéficier de plus d'une voiture, acquise chez un concessionnaire agréé tous les 5 ans", a rassuré Bensaci.

"Cet engagement de vente, a-t-il poursuivi, mettra fin aux intermédiaires qui, par le passé, travaillaient souvent à acquérir d'importants stocks de voitures et à les revendre à prix d'or avec une marge bénéficiaire sans précédent". Bensaci estime que le processus de vente de véhicules neufs n'a pas commencé aujourd'hui comme prévu, car la commercialisation ne concerne que les voitures Fiat, qui ont annoncé en début de semaine de nouvelles remises après avoir bénéficié du marquage à l'exportation de l'Union européenne, et certains clients attendent toujours le début de l'importation des autres marques, ce qui devrait équilibrer l'offre et la demande et baisser encore les prix. Le même interlocuteur souligne que l'entrée des véhicules Renault après le retour de l'usine d'Oran à la production prévue en 2024, en parallèle avec la volonté de cette marque européenne d'exporter ses véhicules en Algérie, en plus de l'arrivée des voitures asiatiques, notamment chinoises contribueront à répondre aux demandes d'un groupe important de clients et à réduire considérablement le prix par la suite. Bensaci a appelé le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations à réglementer le processus de vente de voitures d'occasion sur les marchés hebdomadaires et parallèles, et à mettre fin aux spéculateurs qui œuvrent à ce que les prix des véhicules restent élevés et tentent d'enflammer le marché malgré toutes les mesures prises par les autorités pour rendre les prix des voitures abordables pour les citoyens.

Hamid M.

## GECF

**Hausse de 6,7% des exportations du GNL en mars dernier**

**Les exportations du gaz naturel liquéfié (GNL) provenant des pays du GECF ont augmenté de 6,7% en mars dernier, pour atteindre 17,66 millions de tonnes (Mt), a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié hier.**

**"E**n mars 2023, les exportations du GNL des pays membres et observateurs du GECF (Forum des pays exportateurs de gaz) ont continué à augmenter, avec une croissance en glissement annuel de 6,7%, soit 1,11 Mt de plus par rapport au même mois de l'année 2022", précise la même source dans le rapport publié sur son site Web.

Globalement, les exportations mondiales du GNL ont atteint en mars dernier un niveau record de 36,36 Mt, ce qui représente une augmentation de 6,5% (2,22 Mt) sur un an.

Les pays du GECF ont représenté la moitié de l'augmentation supplémentaire des exportations du GNL, selon le document précisant que les Etats-Unis étaient le premier exportateur mondial en la matière suivis de l'Australie et le Qatar. S'agissant de la consommation du gaz, elle a enregistré en mars 2023 une baisse de 13% en glissement annuel dans les pays de l'Union européenne (UE), pour atteindre 34,1 milliards de mètres cubes, un recul de 1% au Royaume-Uni (6,6 milliards de m3), alors qu'elle a augmenté aux Etats-Unis de 5,3% (82 milliards de m3). La consommation en Chine a augmenté, quant à elle, en février dernier, de 4,6% sur un an avec



un volume de 31 milliards de m3, boostée notamment par la relance économique après la levée des mesures de restrictions liées à la Covid-19.

S'agissant de la production gazière, elle a diminué en Europe de 3,3% pour s'établir à 15,3 milliards m3 en février 2023, principalement en raison de la baisse de la production des Pays-Bas, du Norvège et du Royaume-Uni, explique le document du GECF.

La production en Chine a connu une croissance de 6% (20 milliards de m3), d'après le même document, soulignant par ailleurs qu'en Amérique du Nord, les sept majors pétroliers du gaz du schiste ont produit 84,5 milliards de m3, soit une hausse de 7% sur un an.

Pour ce qui est du commerce du gaz en mars 2023, les importations de l'UE par gazoduc ont drastiquement baissé de 39% pour atteindre 13,7 milliards de m3.

Le rapport du Forum fait état, par ailleurs, d'une baisse continue des prix sur les marchés spot. Ils ont diminué en mars dernier pour le troisième mois consécutif pour atteindre en moyenne 13,87 dollars/MMBTU.

Le GECF est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8<sup>ème</sup> session du Forum informel des mêmes pays, tenue à Moscou en décembre 2008.

Elle est actuellement composée de 12 pays membres, en l'occurrence l'Algérie, la Bolivie, la Guinée équatoriale, l'Egypte, l'Iran, la Libye, le Nigéria, le Qatar, la Russie, Trinidad et Tobago, les Emirats arabes unis (EAU) et le Venezuela, ainsi que de sept pays observateurs, à savoir l'Angola, Azerbaïdjan, l'Irak, la Malaisie, le Mozambique, la Norvège et le Pérou.

Hamza B.

AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2023**Djezzy réalise un chiffre d'affaires de 23,9 milliards de dinars**

**D**jezzy continue d'afficher une performance remarquable pour le deuxième trimestre consécutif suite au rachat par le FNI- Fonds national d'investissement de la quasi totalité de ses actions.

Chiffre d'affaires, base de clients, consommation de la data et investissements : Djezzy poursuit une dynamique d'une croissance durable tout en renforçant son modèle technologique basée sur l'innovation.

C'est ainsi qu'au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2023, Djezzy a réalisé un chiffre d'affaires de 23,9 milliards de dinars, enregistrant une croissance de 4,7% par rapport à la même période en 2022 grâce à une stratégie commerciale et à une multiplication des partenariats stratégiques visant à l'élargissement de la base de clients entreprise contribuant à la mise en place d'un écosystème, créateur de valeur ajoutée et de richesse.

Au cours du premier trimestre, Djezzy a continué sur la même dynamique d'investissement enclenchée au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 avec plus de 7,5 milliards de dinars, soit une augmentation de 98,2% par rapport à la même période en 2022. Ces investissements ont permis d'étendre la couverture 4G dont le taux national s'est établi à 80,8%, évoluant ainsi de près de 7,8 points d'année en année, ainsi que d'améliorer la qualité de la connectivité, répondant ainsi aux besoins toujours grandissants des clients

en termes de consommation data. A la fin du premier trimestre, Djezzy comptabilisait 14,9 millions de clients en hausse annuelle de 3,7% soit plus de 500 000 nouveaux clients par rapport à la même période en 2022.

L'Ebitda s'est établie à 10,7 milliards de dinars au premier trimestre, en hausse de 8,3% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2022. La marge d'Ebitda de 44,8% en hausse de 1,5 points continue de refléter,

quant à elle, le bon management de la société. Pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, Djezzy a réaffirmé sa dimension d'entreprise citoyenne en lançant une campagne de solidarité en direction des personnes dans le besoin à l'occasion du mois du Ramadhan en partenariat avec les Scouts musulmans algériens et le Croissant-Rouge algérien.

H.B.

## ALGÉRIE-TURQUIE

**Le Président Tebboune s'entretient avec son homologue turc**

**L**e président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, un appel téléphonique du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, lors duquel ils ont évoqué les relations de coopération bilatérale et les moyens de les renforcer, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Les deux présidents ont également discuté de "l'évolution dangereuse et regrettable de la situation sécuritaire au Soudan, pays frère, ainsi que des moyens à même de trouver une solution pour contenir, politiquement, la situation et mettre fin aux hostilités entre les frères en ce mois de Ramadhan, mois de piété et du pardon", soulignant "l'importance de privilégier le dialogue et l'intérêt suprême" du Soudan.

À l'occasion de Laylat al-Qadr bénie (Nuit du destin), les deux présidents ont exprimé leurs "vœux aux peuples frères algérien et turc, à davantage de développement et de prospérité", ajoute la même source.

Les dirigeants des deux pays ont également échangé "les vœux à la veille de la fête de l'Aïd Al-Fitr, souhaitant aux deux peuples santé et prospérité", a conclu le communiqué.

R.N.

# Les vertus de l'invocation (Adhikr)

**Abû Houraira a dit, le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit: "Quand un serviteur de Dieu prononce les mots lâ ilâha illâ llâh sincèrement, les portes du Paradis s'ouvrent devant ces mots jusqu'à ce qu'ils atteignent le Trône de Dieu, si bien que celui qui les prononce est maintenu à l'abri des grands péchés". Rapporté par Tirmidhi.**

31 - Les dons et les faveurs de Dieu correspondant au dhikr ne sont égalés par aucune autre pratique de piété. Bokhari et Muslim ont rapporté ce hadîth d'Abû Hurayra (Radia Allah 'anh) : "Celui qui dit cent fois par jour : "Il n'y a de dieu que Dieu, Unique et sans associé, à Lui le Royaume, à Lui la louange, et en, toute chose, Il est omnipotent" aura une récompense égale à l'affranchissement de dix esclaves ; il lui sera inscrit cent bonnes œuvres et cent mauvaises œuvres lui seront effacées. Il sera, ce jour là, préservé de Satan du matin jusqu'au soir. Personne n'obtiendra une telle faveur, sauf l'homme dont l'œuvre sera supérieure à la sienne. Le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit aussi dans le même ordre : "Celui qui dit un jour cent fois : Gloire à Dieu et Louange à Dieu, verra ces péchés effacés, même s'ils sont plus nombreux que l'écume de la mer."

32 - La continuité de l'invocation du Seigneur sécurise l'homme contre l'oubli, celui-ci étant une cause des peines endurées par le serviteur dans sa vie présente et sa vie future. Oublier le Seigneur entraîne l'oubli de soi-même et de ses intérêts. Dieu dit : "Ne soyez pas comme ceux qui ont oublié Allah ; (Allah) leur a fait alors oublier leurs propres personnes ; ceux-là sont les pervers." (Coran, 59/19)

33 - Le dhikr propulse le serviteur, qu'il soit allongé dans son lit, qu'il vaque à ses occupations au marché, qu'il soit malade ou en bonne santé et qu'il soit dans un état qui le baigne dans le bonheur et de douceur. Il n'y a rien qui puisse produire de tels effets à tous les moments et dans toutes les circonstances à l'exception du dhikr.

34 - Le dhikr est à la tête des fondements de la religion. C'est la voie suivie par l'ensemble des soufis.

35 - Le dhikr est un arbre et ses fruits sont la connaissance et les états (spirituels) que le novice aspire à atteindre. Il n'y a pas une autre issue pour cueillir ces fruits si ce n'est de l'arbre du dhikr. Et chaque fois que cet arbre grandit, ses racines s'enfoncent davantage dans le sol et ses fruits deviennent de plus en plus nombreux.

36 - L'évocat est proche de l'Invoqué. Celui-ci est avec lui. Cette présence est tout à fait particulière. Elle n'est pas la même que Sa présence par Sa science, qui est une présence générale (avec toutes ses créatures). Cette présence de Dieu avec le dhakir est une présence qu'accompagnent la proximité, la sainteté, l'amour, l'assistance et la guidance. Dieu dit : "Certes, Allah est avec ceux qui L'ont craint avec piété et ceux qui sont bienfaisants." (Coran, 16/128). De cette présence, l'invocat retire beaucoup d'avantages comme l'indique ce hadîth quodsi : "Moi, Je suis avec Mon adorateur aussi longtemps qu'il M'invoque et que ses lèvres bougent en me mentionnant." [Cité par l'imam Ahmad, Ibn Maja, al Hâkim et Ibn Habbân qui l'a authentifié].

37 - Le plus noble pour Dieu, parmi les gens pieux, est celui dont la langue reste constamment douce à force de L'invoquer, car il craint Dieu dans Ses ordres et interdictions, et il a fait du dhikr son emblème, la crainte lui rapporte le Paradis et le sauve de la géhenne comme rétribution et récompense.

38 - Il y a dans le cœur une dureté qui ne peut fondre qu'avec le dhikr. Le serviteur doit soigner la dureté de son organe par le dhikr. C'est l'insouciance qui renforce cette dureté. Mais si Dieu est invoqué, elle fond comme le ferait le plomb dans le feu.

39 - Le dhikr est le remède qui guérit le cœur. La négligence en est sa maladie. Les cœurs sont malades. Le dhikr est leur remède.

40 - Le dhikr est le fondement et l'origine de la loyauté constante envers Dieu. Par contre, l'insouciance est le fondement et la source de l'hostilité envers Dieu. Le serviteur continuera à invoquer son Seigneur jusqu'à ce qu'Il l'aime et le mette sous Sa tutelle.

41 - Celui qui invoque Dieu avec constance entrera au Paradis en riant.

42 - Le dhikr est un barrage entre le serviteur et l'Enfer. Si une œuvre ouvre à ce dernier un chemin vers la Géhenne, le dhikr s'érige en barrage sur ce chemin.

43 - Tous les actes cultuels ont été institués pour se souvenir (se rappeler, invoquer...) L'objectif de ces actes cultuels reste entre autres la réalisation constante du dhikr (souvenir, rappel invocation...) Dieu dit : "Accomplis la prière pour te souvenir de Moi (pour Mon dhikr)."

## INVOCATIONS À PRONONCER APRÈS LA PRIÈRE

Les savants sont d'accord pour recommander le dhikr après la prière. Il existe, d'ailleurs, de nombreux hadîths authentiques sur les différentes formes de dhikr à faire dans ce cas. Nous allons en donner ici quelques-uns parmi les plus importants.

Nous extrayons des "Sunnans" de Tirmidhî, ce hadîth d'abû Umâma (Radia Allah 'anh) : "On demanda à le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) à quel moment les invocations étaient le plus facilement exaucées. Il répondit : Au plus profond de la nuit (avant l'apparition de l'aube) et juste après l'accomplissement des prières prescrites." Tirmidhî précise que c'est un hadîth fiable. Nous rapportons aussi des "Sahîhs" de Bokhari et de Muslim, ces propos d'ibn 'Abbâs (Radia Allah 'anh) : "Je savais que le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) avait terminé sa prière lorsque je l'entendais répéter le takbîr." Dans la version de Muslim, il est dit : Nous savions au lieu de : Je savais.

Et dans un autre hadîth des "Sahîh", ibn 'Abbas (Radia Allah 'anh) rapporte : "qu'à l'époque de le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) on élevait la voix pour le dhikr quand les gens commençaient à se disperser après la prière prescrite." Ibn 'Abbâs ajoute : "Je connaissais le moment où ils se dispersaient en entendant le dhikr."

Nous extrayons également du "Sahîh" de Muslim, ces propos de Thawbân (Radia Allah 'anh) : "Lorsqu'il terminait sa prière, le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) demandait pardon à Dieu à trois reprises, puis il ajoutait : "Seigneur, Tu es la Paix, c'est de Toi que vient la Paix, béni sois-Tu, ô Toi qui es emprunt de Majesté et de Générosité !"

Prononciation: "Allahoma anta salam wa minka salam, tabarakta ya da Al jalali, wa Al Ikram"

On demanda à al-Awzâ'i, l'un des rapporteurs de ce hadîth : "Comment demander pardon ? Il répondit : [Il te suffit de] dire : Je demande pardon à Dieu !" Nous rapportons également des "Sahîh" de



Bokhari et de Muslim, ces paroles d'al-Mughîra ibn Shu'ba (Radia Allah 'anh) : "Lorsqu'il terminait sa prière, le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) prononçait ces mots : Il n'y a de dieu que Dieu, l'Unique qui n'a pas d'associé. A Lui appartiennent la Royauté et la louange et Il est Omnipotent. Seigneur, ce que Tu as donné nul ne peut l'empêcher (de parvenir à destination) et ce que Tu retiens, nul ne peut l'accorder, et le sort, sans Ton consentement (litt : à Tes dépens) ne saurait être favorable à l'homme chanceux."

Prononciation : La ilaha ilallah wahdaho la charika laho, laho al molko wa laho alhamdo wa howa 'ala koli chayii kadir. Allahoma la mani'a lima a'atayta, wa la mo'tia lima mana'ta, wa la yanfa'o da aljadi minka aljidi

Nous extrayons également du "Sahîh" de Muslim, ce selon 'Abdallah ibn al-Zubayr (Radia Allah 'anh) "le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) avait coutume de répéter après les salutations finales de chaque prière : "Il n'y a de dieu que Dieu, l'Unique qui n'a pas d'associé: [c'est] à Lui [qui appartiennent la Royauté et la louange et Il est Omnipotent. Il n'y a de force et de puissance que par Dieu! Il n'y a de dieu que Dieu et nous n'adorons que Lui. C'est à Lui qu'appartient la grâce et les bienfaits, à Lui que revient le meilleur éloge ! Il n'y a de dieu que Dieu ; nous Lui consacrons notre religion, n'en déplaise aux mécréants."

Prononciation : La ilaha ilallah wahdaho la charika laho, laho al molko wa laho alhamdo wa howa 'ala koli chayii kadi, la hawla wa la kowata ila billah, La ilaha ilallah wa la na'bodo ila iyah, laho ani'mato wa alfadlo, wa laho atanao alhassano. La ilaha ilallah mokhlissina laho addina, wa law kariha alkafirouna.

Nous rapportons des "Sahîhs" de Bokhari et de Muslim, ces propos d'Abû Houraira (Radia Allah 'anh) : "Les émigrés (Mekkois) qui connaissaient le Coran vinrent se plaindre auprès de l'Envoyé de (Salla Allah 'alayhi wa Salam) en lui disant : Les gens fortunés se sont accaparés les degrés les plus élevés [en Paradis] et les délices éternels ; ils prient comme nous, jeûnent comme nous, mais ils ont des surplus d'argent qui leur permettent d'accomplir le pèlerinage ou la 'umra, de participer au combat et de faire des aumônes ! Il leur dit alors : Voulez-vous que je vous enseigne un moyen de rattraper ceux qui vous ont précédés et de dépasser ceux dont le mérite est inférieur au vôtre (litt : qui viennent après vous), et grâce auquel nul n'aura plus de mérite que vous, si ce n'est celui qui en récitera autant que vous ? Ils répondirent : Certes, ô Envoyé de Dieu ! Le Prophète leur dit alors : Vous répéterez trente trois fois à la fin de chaque prière : Gloire à Dieu, louange à Dieu et Dieu est le plus Grand"

Prononciation : Sobhana Allah, alhamdo lillah wa Allahu akbare

Nous rapportons également du "Sahîh" de Muslim, ces paroles de le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) transmises par Ka'b ibn 'Ujra (Radia Allah 'anh) : "Il est des formules consécutives [aux prières], telles

que celui qui les répète à la fin de chaque prière prescrite ne sera jamais déçu : trente-trois fois gloire à Dieu, trente-trois fois louange à Dieu et trente-trois fois : Dieu est le plus Grand."

Nous rapportons également du "Sahîh" de Muslim ces paroles de le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) transmises par Abû Houraira (Radia Allah 'anh) : "Celui qui, à la fin de chaque prière glorifie Dieu trente-trois fois, Le loue trente-trois fois, proclame Sa grandeur trente-trois fois, puis ajoute enfin : il n'y a de dieu que Dieu, l'Unique qui n'a pas d'associé, c'est à Lui que revient la Royauté et la louange et Il est Omnipotent, se verra pardonner tous ses péchés, quand bien même ils seraient aussi nombreux que l'écume de la mer."

Nous extrayons également du "Sahîh" de Bokhari, au début du chapitre sur la guerre sainte, ces paroles de Sa'd ibn abi Waqqâs (Radia Allah 'anh) : "A la fin de chaque prière, le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) demandait la protection de Dieu (ta'awudh) en ces termes : Seigneur, je Te demande de me préserver de la lâcheté, d'être ramené à un âge avilissant, de la séduction de ce bas-monde et du châtement de la tombe !"

Prononciation : Allahoma ini a'oudo bika mina aljobni wa a'oudo bika ane oradda ila ardali al'omri, wa a'oudo bika mine fitnati addonia wa a'oudo bika mine 'adabi alkabri. Nous extrayons également des "Sunans" d'abû Dawud, de Tirmidhî et de Nassâ'i, ces propos de 'Abdallah ibn 'Amr (Radia Allah 'anh) : "Le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : Il est deux œuvres (ou deux vertus), aisées à mettre en pratique, mais auxquelles bien peu s'adonnent et qui vaudront à tout serviteur musulman qui s'applique à les pratiquer régulièrement, d'entrer au Paradis.

Elles consistent, à la fin de chaque prière, à glorifier Dieu dix fois, à Le louer dix fois et à Le magnifier dix fois. Ce qui fait en tout cent cinquante mots à prononcer avec sa langue, mais qui en vaudront quinze cents dans la balance. Et si, lorsqu'il se met au lit, le serviteur proclame encore trente-quatre fois la grandeur de Dieu, Le loue trente-trois fois et Le glorifie trente-trois fois, il aura répété cent mots qui lui en vaudront mille dans la balance. (Abdallah précise : J'ai moi-même vu le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) compter ces formules sur ses doigts et il poursuit le hadîth.) Les gens demandèrent alors : O Envoyé de Dieu, comment se fait-il que des œuvres aisées à accomplir ne soient mises en pratique que par peu de gens ? Il leur répondit : C'est parce que Satan vous rend visite pendant votre sommeil et vous endort avant d'avoir répété ces formules ; il vous visite également en prière pour vous rappeler des affaires mondaines, vous empêchant ainsi de les répéter [après la prière]."

La chaîne des transmetteurs de ce hadîth est sûre, à l'exception de 'Atâ' ibn al-Sâ'ib qui ne fait pas l'unanimité, car il lui arrive de mélanger plusieurs hadîth entre eux. Toutefois, Ayyûb al-Sikhtiyânî affirme la validité de la transmission en ce qui concerne ce hadîth.

(Suite et fin)

CONSTANTINE

## Le savoir-faire artisanal local mis en valeur

Une exposition des produits artisanaux s'est ouverte mardi au musée national public des arts et des expressions traditionnelles palais-Ahmed Bey de Constantine, à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), placé cette année sous le slogan "le patrimoine culturel algérien et ses prolongements africains". La manifestation devant se poursuivre jusqu'au 18 mai prochain constitue une opportunité pour faire valoir l'art artisanal local et promouvoir également le savoir-faire séculaire dont est célèbre la ville du Vieux Rocher, a estimé le directeur local de la Culture et des arts par intérim, Lamine Gueroui. Des stands dédiés à la fabrication des objets d'artisanat de garniture ou ustensile ont été dressés à cette occasion suscitant la curiosité des visiteurs venus nombreux découvrir les nouvelles prouesses réalisées en la matière par les artisans qui ont présenté à cette occasion la crème de leurs oeuvres. Une exposition sur la distillation d'eau de rose et de fleur d'oranger, une tradition intemporelle à Constantine, a été également organisée, permettant aux visiteurs de constater toutes les étapes de distillation et les accessoires utilisés dans cette opération l'alambic (Qettar), le récipient en cuivre (Tandjra) et le passoire (Keskass). Une exposition de toile sur la femme algérienne en générale et la femme constantinoise en particulier a été également organisée à cette occasion qui a été mise à profit pour mettre en valeur la salle des poupées en costumes traditionnels des quatre coins du pays, racontant l'Algérie et sa diversité culturelle et vestimentaire. L'évènement, qui a été mis à profit pour revenir sur l'ancienne histoire de Constantine, son patrimoine et son art à travers des démonstrations et expositions de livres et de vidéo, a été marqué par l'expérimentation pour la première fois de la technique hologramme permettant d'apprécier une séquence sur l'histoire de Constantine en transformant une base de données d'objets numérisés en exposition virtuelle. Cette technique de pointe permettant d'enregistrer le volume d'un objet en 3 dimension (3D) et le restituer dans une image, fait partie des projets de modernisation que les responsables locaux de la culture oeuvrent à concrétiser pour permettre au musée Ahmed Bey d'être au diapason des évolutions mondiales réalisées en la matière et offrir également des services de qualité aux visiteurs aussi bien nationaux qu'étrangers, selon la même source.

**Le président de l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA), maître Taïri Brahim, dont le cabinet se trouve à Bordj-Bou-Arreidj, a confirmé l'ouverture d'une école de formation des avocats à Sidi Aïssa (M'sila). " Une première dans les annales de la justice algérienne et un grand acquis pour la promotion de la profession d'avocat et une première dans les annales de l'Algérie contemporaine ", a-t-il déclaré.**

Maître Taïri rencontré au siège de la wilaya de Bordj-Bou-Arreidj lors d'une cérémonie ramadanesque consacrée à la célébration de Youm El Ilm a expliqué que, le concours d'accès à la formation pour l'obtention du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) a été gelé durant plus de 8 ans à cause de l'absence d'une école nationale et d'écoles régionales, comme l'exige la loi n°13-07 du 29 octobre 2013 portant organisation de la profession d'avocat.

Et à la faveur d'une décision de levée de gel, ledit concours a été organisé les 17 et 18 septembre de l'année dernière, après concertation entre les ministères de la Justice et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA).



**LE PRÉSIDENT DE L'UNOA A ANNONCÉ QUE D'AUTRES ÉCOLES RÉGIONALES SERONT PROGRESSIVEMENT OUVERTES À TRAVERS DIVERSES RÉGIONS DU PAYS**

L'école de Sidi Aïssa entrera en fonction dans les prochaines semaines et le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) sera effectué désormais au sein de cette école après un concours d'entrée conformément à la loi 13/17 régissant la profession. Selon lui, l'école répond aux normes internationales des grandes instances d'avocats, assure-t-il. "Outre la formation spécialisée et le perfectionnement, cette école va abriter les stages, les sessions avec les partenaires étrangers et aussi les séminaires nationaux et internationaux liés à la profession". L'école pour un premier temps va assurer la formation des avocats stagiaires des wilayas de M'sila, Bordj-Bou-Arreidj, Bouira et Alger, en attendant la généralisation de création d'écoles régionales, notamment dans

le Sud du pays. ET ainbsi dit-il : la formation, l'organisation et le soutien de la profession d'avocat vont contribuer directement au renforcement et à la qualité de la justice et par conséquent, à l'Etat de droit. Une décision ministérielle conjointe sera signée pour l'ouverture de cette école nationale. Le président de l'UNOA a rappelé que le projet de décret exécutif, qui intervient en application des dispositions de la loi n° 13-07 du 29 octobre 2013, portant organisation de la profession d'avocat, "répond aux revendications des avocats depuis 2013. La décision du gouvernement est une victoire pour la profession", assure-t-il, en droite ligne avec la politique de l'Etat. Pour Me Taïri, ce projet reflète aussi l'intérêt qu'accordent les pouvoirs publics à la profession d'avocat. "La mise en place de ces écoles s'inscrit en droite ligne avec le programme du président de la République qui vise à promouvoir la profession de la défense. Un engagement réitéré dans son discours à l'ouverture du séminaire international sur "Le rôle de l'avocat

dans l'accompagnement de l'investissement et le règlement des litiges". Me. Taïri a rappelé que, Le Président Tebboune a déclaré que "la corporation des avocats a montré qu'elle est un partenaire et un acteur essentiel du secteur de la justice.

Une justice indépendante, intègre et compétente pour garantir la sécurité judiciaire au justiciable, est l'une des priorités de l'Etat afin de concrétiser les principes fondamentaux qui guident toute action en profondeur de mise en place du système judiciaire national à savoir : nul n'est au-dessus de la loi ; la justice est égale pour tous ; toute personne est présumée innocente jusqu'à la preuve de sa culpabilité. En conclusion, le président de l'UNOA note que " le besoin de Justice tant un besoin fondamental de la population et c'est pourquoi l'Etat a mis tous les moyens humains, matérielles et financiers pour permettre au système judiciaire de réaliser dans les meilleurs délais sa noble mission au service du peuple et de l'Etat de droit ".

Ahmed Saber

SKIKDA

## La pêche à la ligne, un loisir durant le Ramadhan

En ce mois de Ramadhan, la corniche de Stora à Skikda, dans l'antique Russicada, les amateurs de pêche à la ligne sont de plus en plus nombreux à s'adonner à ce hobby, tout indiqué pour passer une journée de jeûne. En passant par cette corniche, qui s'étend de la plage du Château Vert, jusqu'au port de pêche, de nombreux pêcheurs tendant leurs cannes attirent l'attention offrant une animation peu ordinaire, sur un beau fond marin, secoué par les vagues qui viennent mourir contre les rochers. C'est un fait remarquable qui se répète pendant le mois de Ramadhan de chaque année, encore plus ces dernières années, suscitant l'intérêt de nombreux habitants de Skikda pour ce passe-temps. Ces adeptes de la pêche en ligne confient apprécier ce moyen idéal pour échapper à l'atmosphère étouffante de la ville, en passant tranquillement de longues heures de jeûne, jusqu'à l'heure du F'tour. Décidé à bien profiter d'une journée de pêche, pendant son jeûne,

Ammar Tifouti (66 ans) un enseignant à la retraite que l'APS a rencontré sur la corniche de Stora au moment où il s'appropriait à mettre en place son dispositif, pour commencer cette saine et tranquille activité, explique que durant le reste de l'année, il pratique la pêche à la ligne tous les week-ends, et tous les jours pendant le mois de Ramadhan, indiquant d'un geste de la main son endroit favori pour s'adonner à son loisir quotidien, un "carré" que personne ne s'aventure à empiéter, car c'est "la place de l'oncle Ammar", comme on dit. Avant d'aller "taquiner" le poisson, Ami Ammar se rend, chaque matin au marché, un couffin à la main. Il y fait les courses pour le F'tour. La prière de D'hor (mi-journée) accomplie et c'est déjà l'heure de préparer son attirail de pêcheur à la ligne. Appâts, généralement de la pâte salée ou quelques crevettes, boîte pour ranger les poissons quand "ça mord", la canne à pêche à la main droite, sa "petite amie" comme il l'appelle : il est enfin paré pour

aller s'asseoir face à la mer, pendant de longues heures, sans jamais s'ennuyer. Selon lui, recourir à ce passe-temps, surtout pendant le mois de Ramadhan, apporte de la détente loin du bruit de la ville, de la nervosité à la maison, provoquée par l'agitation des enfants et des petits enfants. "C'est un plaisir qui n'est apprécié que par ceux qui le ressentent. Il suffit d'essayer pour ne plus s'en passer", a-t-il lâché, malicieusement. Non loin de là, Mohamed, 56 ans, pratique la pêche depuis qu'il est jeune et cela pendant presque tous les week-ends. Mais, durant le mois de Ramadhan, il y vient tous les jours, dès la fin de son travail et s'attarde jusqu'à l'approche de l'heure du F'tour. Cette année, son beau-frère, Salim, lui tient compagnie et, tous deux, s'adonnent avec passion, à la pêche à la ligne. En poursuivant la visite sur la corniche de Stora, on ne manque pas de remarquer le grand nombre de jeunes, comme Samir et Fathi, qui ont opté pour cette saine occupation, en respirant l'air

marin, dans l'espoir de rentrer avec quelques belles pièces, car la table du F'tour des Skikdis n'est jamais dépourvue de poisson. Fathi a confié qu'il pratique la pêche à la ligne pendant toute l'année, durant la journée ou même la nuit, mais il trouve à ce loisir un plaisir supplémentaire pendant le mois de Ramadhan. Il dit apprécier particulièrement la tranquillité du rivage, la fraîcheur de l'air marin, en attendant l'heure de la prière. Pendant les belles journées du mois de Ramadhan, sur la corniche de Stora, après la prière d'El Asr, il est devenu familier de voir une longue file d'amateurs de pêche à la ligne, de tout âge, des jeunes et aussi des vieux, se faufilant les uns derrière les autres, d'un pas précipité, à la recherche de la meilleure place pour s'adonner à la même passion : fixer le flotteur sur la surface de l'eau, guêtant la moindre morsure à l'hameçon. Mais, la finalité n'est toujours pas la prise du jour en elle-même, mais plutôt le plaisir de pratiquer un loisir des plus envoûtants.

ABDOULAYE BATHILY, CHEF DE LA MANUL :

## "Opportunité historique de mettre fin à la crise en Libye"

Les Libyens sont face à "une opportunité historique de surmonter la crise dans laquelle leur pays est enlqué depuis plusieurs années, a déclaré mardi l'émissaire de l'ONU en Libye, espérant toujours la tenue d'élections cette année.



"Une opportunité historique est ouverte pour surmonter cette décennie de crise", a déclaré lors d'une réunion du Conseil de sécurité le Sénégalais Abdoulaye Bathily, chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul). Ces dernières semaines, "il y a une nouvelle dynamique en Libye. Des consultations intenses ont lieu entre les acteurs sécuritaires. Les leaders institutionnels et politiques prennent aussi des mesures pour faire avancer le processus politique", a-t-il noté.

Abdoulaye Bathily a notamment salué la tenue de plusieurs réunions en mars et avril à Tunis, Tripoli, Benghazi et Sebha de représentants militaires des diverses régions du pays qui "se sont engagés à soutenir toutes les étapes des élections, rejeter la violence dans toute la Libye et prendre des mesures pratiques pour le retour dans des conditions sûres des personnes déplacées".

"Les rencontres entre les unités militaires et les formations sécuritaires de l'Est, de l'Ouest et du Sud représentent une percée. Ces rencontres portent une grande valeur symbolique sur le chemin vers la réconciliation et l'unification du pays", a-t-il ajouté. Mais cette "nouvelle

dynamique nationale" doit être "durable et amplifiée", a noté M. Bathily, assurant que l'ONU poursuivrait son travail de médiation afin que toutes les conditions "politiques, légales et sécuritaires" soient remplies "pour que les élections puissent se tenir cette année". M. Bathily avait annoncé en février une nouvelle initiative pour tenter de sortir de l'impasse et a récemment espéré qu'un accord puisse être trouvé "d'ici mi-juin" pour organiser les élections avant fin 2023. Près d'un an et demi s'est écoulé depuis le report des élections nationales prévues en décembre 2021 et sept ans depuis la signature de l'Accord politique libyen (APL). Dans ce contexte, l'ONU et les acteurs nationaux ont concentré leurs efforts récents sur la facilitation d'un accord sur une nouvelle feuille de route pour les élections nationales.

Dans son briefing du 27

février au Conseil, Bathily a annoncé son intention de créer un Groupe de haut niveau sur les élections en Libye (HLPE), facilité par l'ONU, qui "réunira toutes les parties prenantes libyennes concernées" pour faciliter "l'adoption du cadre juridique et d'une feuille de route assortie de délais pour la tenue des élections en 2023".

Le 16 mars, le Conseil de sécurité a adopté une déclaration présidentielle dans laquelle il se félicitait "des progrès graduels réalisés sur le cadre constitutionnel pour les élections et le 13e amendement de la déclaration constitutionnelle" et se disait "encouragé" par le lancement du HLPE.

Les membres du Conseil sont unis sur la nécessité d'un processus inclusif dirigé par la Libye pour organiser des élections qui rétablissent la stabilité politique, sécuritaire et économique - un consensus récemment mis en

évidence par la déclaration présidentielle du 16 mars.

Les efforts régionaux pour faire face à la situation en Libye se développent également. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) convoquera une réunion au niveau ministériel sur la Libye, qui se concentrera sur les préparatifs de la conférence de réconciliation nationale que l'UA devrait accueillir prochainement.

### L'INSTITUTION MILITAIRE PRÊTE À SÉCURISER LES ÉLECTIONS

L'armée libyenne se dit disposée à soutenir le peuple libyen pour organiser des élections au cours de cette année et sécuriser leur tenue, rapportent des médias locaux.

"L'institution militaire soutiendra la volonté du peuple libyen d'organiser des élections pour choisir ses représentants et

elle est prête à sécuriser leur tenue", a indiqué le général d'armée Mohamed Ali al-Haddad, chef d'état major général de l'armée du gouvernement libyen d'unité nationale, cité dimanche par l'agence de presse libyenne Lana.

Dans une allocution devant les dirigeants de l'armée libyenne, al-Haddad a renouvelé la neutralité de l'institution militaire et sa détermination "à n'œuvrer que pour la consolidation de la paix et la stabilité" dans le pays.

"Le moment est venu pour que la Libye retrouve sa stabilité après avoir souffert durant tant d'années de guerres internes qui ont servi des agendas étrangers et de sombres projets", a-t-il encore souligné. Il a affirmé, à ce propos, que "la stabilité du pays passe par la justice transitionnelle et le rétablissement des personnes touchées par la guerre dans leurs droits".

De son côté, le général Abd-al-Raziq al-Nadhouri a affirmé dans son intervention que "les dirigeants militaires travaillaient toujours pour le rapprochement et ont pris des mesures pratiques pour unifier l'institution militaire du pays". Il a assuré, dans ce sens, que "l'institution militaire travaille dans le sens de servir les Libyens, quelle que soit leur affiliation tribale, partisane ou politique".

Al-Nadhouri a affirmé, lui aussi, que "l'armée est disposée à protéger les élections, qu'elle ne sera pas partie prenante et qu'elle ne soutiendrait aucune partie au déterminent d'une autre". A noter que la tenue des élections en 2023 en Libye est l'un des défis que le gouvernement d'union nationale, dirigé par Abdelhamid Dbeibah, et l'ONU se sont fixés.

PRÉCARITÉ SOCIALE, SURENDETTEMENT, HYPERINFLATION, FAILLITE...

## Le Maroc au bord du gouffre

Le Maroc est au bord du gouffre, avec une situation sociale et économique des plus précaires, en témoignent le surendettement dans lequel baigne le royaume, l'hyperinflation et quelque 13.000 entreprises menacées de faire faillite en 2023. En effet, le dernier indice d'insolvabilité d'Allianz Trade, un des leaders mondiaux des solutions d'assurance-crédit, révèle que 13.000 entreprises marocaines sont menacées de faire faillite en 2023 avec "une stagnation pour 2024". Selon ce rapport, le nombre d'entreprises susceptibles de déposer le bilan est supérieur de 5% à celui de 2022 (lui-même supérieur de 17% par rapport à l'année 2021) et 53% supérieur à celui de 2019. Cette tendance classe le Maroc en quatrième position des pays qui connaissent le plus grand nombre d'entreprises en situation de faillite dans le monde -après la Pologne, l'Espagne et la Hongrie-. Devant l'incapacité des autorités marocaines à faire face aux conséquences inhérentes à la crise sanitaire du Covid-19 ainsi qu'aux répercussions de la crise économique mondiale avec son corollaire (l'inflation dans les marchés internationaux induite par la crise en Ukraine), le nombre de petites et moyennes entreprises qui mettent les clés sous le paillason

ne cesse d'augmenter depuis 2019 au royaume. Une tendance accélérée par l'augmentation des taux d'intérêts à 3% dans les banques marocaines, ce qui a ralenti le cours des investissements. De 6.260 en 2020, le nombre d'entreprises en faillite a atteint 10.552 en 2021 et 12.397 en 2022, pour se stabiliser cette année et l'année à venir à hauteur de 13.000. Toujours selon le même rapport, 41% des entreprises ayant déclaré faillite se trouvent dans l'axe Dar El Beïda-Rabat-Tanger qui compte le plus grand nombre d'entreprises au Maroc. Pour ce qui est des secteurs d'activité, 33% de ces entreprises activent dans le commerce, 21% dans l'immobilier et 15% dans les travaux publics. Autre mauvaise nouvelle pour le Makhzen, au début du mois courant, l'agence financière américaine "Fitch solution" a baissé ses prévisions de croissance économique pour le Maroc de 3,4% à 1,8% (soit près de moitié) au titre de l'année 2023. Une révision motivée par le ralentissement constaté de la croissance de 1,6% lors de la publication du PIB du 4e trimestre de l'année 2022.

### LE MAROC, "UN AVION SANS PILOTE"

Alors que le Makhzen poursuit sa lan-

cée dans une dynamique effrénée de contraction de prêts auprès de différentes institutions financières internationales, ce qui avait classé le Maroc en 2021 en 5e position des pays les plus endettés du continent africain avec 65,41 milliards de dollars et que l'inflation a atteint en 2022, son plus haut niveau depuis trente ans, les longues absences du monarque de son royaume suscitent des interrogations dans les médias étrangers et compliquent encore davantage la situation de ses ouailles. The Economist, le célèbre média britannique, a édité un long article à l'intitulé sans équivoque: "Le mystère du roi disparu du Maroc". Sous une trame d'intrigues de Palais cousue avec des histoires rocambolesques de bouderies royales, de favoritisme, de scandales, de passe-droits, de mœurs et d'amitiés sulfureuses, avec l'histoire des frères Azaitar qui a fait les choux gras des médias marocains et étrangers, l'hebdomadaire rappelle que Mohamed VI "est plus qu'une figure de proue (dans le système politique marocain, NDLR). Il a le dernier mot sur toutes les questions d'importance". Une manière d'expliquer que l'absence du roi accentue les crises économiques et sociales qui secouent son pays. "Nous sommes un avion sans pilote", selon des propos

d'un officiel marocain, rapportés par le média. "Un ancien fonctionnaire estime que le roi était absent 200 jours l'année dernière", écrit encore The Economist.

"Lorsque le Premier ministre espagnol est arrivé à Rabat début 2023 pour améliorer les liens entre les deux pays après une crise diplomatique concernant le Sahara occidental, le roi n'était pas là", constate le média.

Concluant sur un scénario des plus sombres pour le Maroc, motivé par les luttes menées par certaines factions à l'intérieur du Makhzen contre le roi et l'état d'ébullition dans lequel se trouve la rue marocaine, excédée par la cherté de la vie et les scandales de corruption des élites, The Economist écrit sans ambages: "Un coup d'Etat militaire contre le roi n'est pas impensable", ajoutant que "l'inconnue variable dans tous ces calculs est la dynamique dans la rue. Des milliers de personnes ont manifesté à la fin de l'année dans la capitale et se sont insurgées contre le despotisme et le coût élevé de la vie".

Et The Economist de terminer par ce cri de détresse d'une source marocaine: "On se sent comme sur un baril de poudre".

2<sup>ème</sup> et dernière  
partie

LE DOLLAR AMÉRICAIN

# Les raisons cachées de la guerre en Ukraine



Par : **Oleg Nesterenko** :  
Président du Centre de  
Commerce & d'Industrie  
Européen

Et les Etats-Unis ont parfaitement raison de prendre cette déclaration plus qu'au sérieux, car la revente massive des bons de trésor américain jumelée avec la destitution progressive du système des pétrodollars par les puissances telles que la Russie et la Chine n'est rien d'autre que le début de la fin de l'économie américaine, telle qu'on la connaît depuis la fin de la seconde guerre mondiale - début de la fin des Etats-Unis, tels qu'on les connaît aujourd'hui. Les pays qui ont osé par le passé mettre en danger la domination mondiale par le système monétaire américain ont payé leur audace avec un prix on ne peut plus radical. Sauf que la Fédération de Russie, de même que la République Populaire de Chine, sont des puissances militaires qui ne peuvent, en aucun cas, être attaquées directement - ce qui vaut le suicide. Seules les guerres par procuration et les guerres hybrides peuvent être menées contre la puissance russe et la puissance chinoise. Aujourd'hui nous sommes dans la "phase russe", demain nous serons dans la "phase chinoise". Il est important de souligner que la guerre en Ukraine n'est nullement la première, mais la troisième grande guerre du dollar américain, sans compter deux guerres "froides" de la monnaie américaine.

## Quelles sont ces guerres, hormis celle qu'on connaît aujourd'hui ?

Ce sont la guerre d'Irak et la guerre de Libye. Et les deux guerres "froides" du dollar sont les guerres contre l'Iran et contre le Venezuela.

## LA PREMIÈRE GRANDE GUERRE DU DOLLAR

En parlant de la première guerre du dollar qui est la guerre d'Irak, il faut mettre de côté la fameuse fiole d'anthrax imaginaire que le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a brandi à l'ONU, le 5 février 2003, afin de détruire le pays et de massacrer le peuple irakien, et de rappeler les faits. Les faits qui sont très éloignés de la fantaisie américaine. Au mois d'octobre de l'an 2000, le président irakien Saddam Hussein a fait une déclaration qu'il ne souhaite plus vendre son pétrole contre les dollars américains, mais uniquement contre les euros. Une telle déclaration valait la signature de son arrêt de mort. Selon une étude poussée de American Civil Liberties Union et du Fonds américain de l'Indépendance du journalisme, qu'entre 2001 et 2003 le gouvernement américain a fait 935 déclarations mensongères concernant l'Irak, dont 260 directement par George W. Bush. Et parmi les 260 déclarations du mensonge prémédité du président américain, 232 ont été sur la présence en Irak d'armes de destruction massive inexistantes. La fiole de Colin Powell, après 254 déclarations mensongères de ce dernier du même propos, n'a été que le point culminant d'une longue et laborieuse préparation de l'opinion publique nationale et internationale en vue d'un imminent déclenchement de l'extermination de la menace irakienne portée à la monnaie américaine. Et, lorsqu'en février 2003, Saddam Hussein met sa "menace" à exécution en vendant plus de 3 milliards de barils de pétrole brut pour le montant de 26 milliards d'euros - un mois plus tard, les Etats-Unis procèdent à l'invasion et la destruction totale de l'Irak, dont on connaît les conséquences tragiques avec l'anéantissement de l'inté-



gralité de l'infrastructure du pays et tant de morts parmi la population civile. Même à ce jour, les USA affirment fermement que cette guerre n'a strictement rien à avoir avec la volonté de l'Irak de s'affranchir du système des pétrodollars. Vu l'impunité judiciaire la plus totale des crimes contre l'humanité commis par les gouvernements successifs des Etats-Unis, ils ne se donnent même pas la peine de les couvrir par des récits ne serait-ce que peu crédibles aux yeux de la communauté internationale. Les faits sont parfaitement connus et on pourrait s'en arrêter là. Mais, pour que le procédé de "défense" des intérêts américains, dont l'actuelle guerre en Ukraine soit encore plus claire, parlons également de l'avant-dernière - seconde grande guerre du dollar qui est la guerre de Libye.

## LA SECONDE GRANDE GUERRE DU DOLLAR

Six années se sont écoulées depuis l'anéantissement de la menace irakienne - une nouvelle menace existentielle pour le dollar américain est apparue en la personne de celui qui a refusé de tirer la leçon du destin tragique de Saddam Hussein : Mouammar Kadhafi. En 2009, alors à la présidence de l'Union Africaine, Mouammar Kadhafi propose aux Etats du continent africain une véritable révolution monétaire qui avait toutes les chances de réussir pour changer le destin du continent et qui était accueillie avec un grand enthousiasme : se soustraire de la domination du dollar américain en créant une union monétaire africaine dans laquelle les exportations du pétrole et autres ressources naturelles africaines soient payées principalement par le dinar-or - une nouvelle monnaie à créer et qui serait fondée sur les actifs financiers et les réserves d'or des fonds souverains du continent. Suivant l'exemple des pays arabes de l'OPEP ayant leurs propres fonds souverains pétroliers, d'autres pays africains producteurs de pétrole, commençant par les géants pétroliers et gaziers l'Angola et le Nigeria, ont lancé des processus de la création de leurs propres fonds nationaux constitués des revenus tirés des exportations pétrolières. En tout, 28 nations productrices de pétrole et de gaz africains étaient parties prenantes du projet. Kadhafi, pourtant, a commis une erreur stratégique de calcul qui a non seulement "enterré" le dinar-or, mais également lui a coûté la vie.

Il a sous-estimé le fait qu'il était totalement exclu que ce projet se réalise, d'une part, pour l'Etat américain et, d'autre part, pour "l'état profond" de Wall Street et de la City de Londres. Car, non seulement il mettait en danger existentiel la monnaie américaine, mais, en plus, privait les banques new-yorkaises et de la City du brassage habituel de trillions de dollars provenant des exportations de matières premières du continent africain. Le Royaume-Uni était donc en parfaite symbiose avec les USA dans sa volonté de destruction du pouvoir-auteur de la menace. Dès la prise de décision par des "alliés" sur la neutralisation de la nouvelle menace - ils ne se souciaient guère du drôle de timing pour être une coïncidence aux yeux des observateurs : plus de 40 ans d'inaction face à Kadhafi, arrivé au pouvoir en 1969, et, dès qu'il expose à l'Union Africaine le projet de cette révolution monétaire -

une nouvelle guerre civile orchestrée par les USA se déclenche de suite. En ayant déjà dans le passif l'invasion criminelle et la destruction de l'Irak basées sur de grossiers mensonges prémédités que l'Etat américain a proliféré à l'ONU en 2003 via Colin Powell sur les soi-disant armes de destruction massive détenues par Saddam Hussein, les Etats-Unis ne pouvaient plus se permettre de réutiliser la même technique et ont été obligés de diversifier la mise en place de l'invasion, afin de ne pas se mettre, une fois de plus, en position de criminels de guerre. Soit, au moment quand ce nouveau "printemps arabe" est arrivé au point d'être écrasé par le pouvoir de l'Etat libyen - les Américains, en restant dans l'ombre, utilisent les pays satellites et vassaux - la France, le Royaume-Uni et le Liban - pour détourner de l'oubli une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies contre la Libye datée de 1973 - vieille de plus de 35 ans - pour attaquer et détruire le pays. La réalisation a été faite en violant même leur propre résolution nouvellement adoptée : au lieu de l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye prévue par la résolution, ce sont les bombardements directs des objectifs militaires au sol qui ont eu lieu. Ces bombardements ont été totalement illicites et en totale violation du droit international, car ceux qui ont voté pour l'adaptation de la résolution l'ont fait étant rassurés par les auteurs que l'objectif de l'action n'est que l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne protégeant les civils et nullement la défaite de Kadhafi, ni la destruction de son armée. C'est-à-dire que les USA, sous la couverture de ces pays-satellites, ont directement menti à l'ONU, une fois de plus, afin d'avoir une moindre base légale pour déclencher les hostilités et de faire par la suite ce qui était prévu d'avance : anéantir la nouvelle menace au dollar américain.

Que ce sont les USA et personne d'autre qui sont les réels auteurs de la destruction de la Libye en 2011 était un secret de polichinelle. Et, à partir de la publication par Wikileaks de la correspondance du 2 avril 2011 entre l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et son conseiller Sid Blumenthal sur le sujet, le "secret" est sorti de l'ombre : Clinton était l'élément-clé de la conspiration occidentale contre le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et, plus précisément, contre la nouvelle monnaie panafricaine - menace directe au dollar américain. Blumenthal écrit à Clinton : "Selon les informations sensibles disponibles par cette source, le gouvernement de Kadhafi détient 143 tonnes d'or, et un montant similaire en argent... Cet or a été accumulé avant le courant de rébellion et était destiné à être utilisé pour établir une monnaie panafricaine basée sur le dinar-or libyen". Comme je l'ai mentionné auparavant, aucune guerre n'a jamais une seule raison pour être lancée. Dans le cas de la guerre contre Kadhafi cela a été de même : une des raisons-clés complémentaires était l'intérêt personnel de Hillary Rodham Clinton de jouer le rôle de "dame de fer" dans le milieu politique américain, en vue des futures élections présidentielles. Ceci était comme dire à son parti politique : "regardez : j'ai été capable d'écraser tout un pays. Ne dou-

tez donc pas que je suis bien en capacité de mener le combat électoral". En avril 2015 elle annonce sa candidature à la présidence et, en juillet 2016, elle est officiellement désignée comme candidate du Parti démocrate. Dans la seconde grande guerre du dollar ce n'est pas que l'avenir de la Libye, mais l'avenir de tout le continent africain qui était mis sur l'autel du sacrifice pour le bien-être de l'économie américaine. Tous ceux qui essaient de mettre en danger le système monétaire américain - doivent disparaître, s'ils ne sont pas de taille à résister. Néanmoins, si c'est un pays puissant qui est en cause et que l'on n'est pas en mesure de l'écraser directement, comme l'Irak et la Libye, ce sont des attaques indirectes multimodales d'envergure qui sont élaborées et lancées, restant toujours dans l'ombre, faisant passer l'agresseur pour l'agresseur, dans le but d'affaiblir l'adversaire au point qu'il abandonne ses projets de "destitution" du dollar et soit obligé de se concentrer sur la résolution de problèmes nouvellement apparus. Après la fin de la guerre en Ukraine - la troisième grande guerre du dollar américain, c'est inévitablement la quatrième grande guerre du dollar - la guerre de Chine - qui aura lieu et dont on ignore encore quelle forme précise elle prendra. Le second des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est l'affaiblissement de l'économie de l'Union Européenne par le biais de la détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne.

## LES COUPS D'ÉTAT EN UKRAINE

La détérioration maximale et à long terme vise les relations entre la Russie et l'Europe, surtout avec l'Allemagne qui est le point de gravité de la puissance économique européenne, dans le but de l'affaiblissement du principal concurrent direct des américains sur les marchés mondiaux qui n'est personne d'autre que l'Union Européenne. J'aimerais souligner de nullement affirmer que les zones visées par les "intérêts" américains ne présentent pas un manque de démocratie ou des libertés personnelles, en particulier celles du format occidental. Mon affirmation : la présence ou l'absence de ces nobles principes ne font guère partie des raisons des agressions américaines et ne sont que des prétextes affichés les justifiant. Il existe toute une série d'exemples plus que parlant de véritables dictatures, voir sanguinaires et porteuses de législations moyenâgeuses, qui ne sont nullement dérangées par l'occident collectif gravitant autour des USA, voir même soutenues d'une manière active pour une raison simple de leur soumission à la politique étrangère américaine. Après avoir organisé et réalisé des coups d'état sous la couverture de "révolutions de couleur" : en Yougoslavie en l'an 2000 et en Géorgie en 2003 - la révolution "orange" a été orchestrée par les USA en Ukraine, en 2004, afin d'y faire tomber le pouvoir de la droite modérée majoritairement pro-russe et d'y créer "l'anti-Russie", d'instaurer un nouveau pouvoir de l'extrême droite russophobe permettant d'y mener une politique répondant aux intérêts stratégiques américains. Avec l'arrivée au pouvoir en Ukraine de Viktor Ianoukovytch, en 2010, et de sa politique globalement pro-russe, il était nécessaire de se débarrasser de ce dernier. En profitant des mouvements sociaux en 2014, les Etats-Unis organisent le coup d'état et remettent en place un pouvoir ultra-nationaliste foncièrement russophobe. En parlant d'un coup d'état organisé par les USA il ne s'agit nullement d'une spéculation, mais d'un fait prouvé. Non seulement depuis le déclenchement de la guerre que nous vivons aujourd'hui plusieurs déclarations de hauts responsables américains dans ce sens ont eu lieu, mais, en revenant en 2014, nous y trouvons une preuve directe. La preuve qui est un enregistrement d'une conversation téléphonique interceptée et diffusée par les services des renseignements russes : conversation entre Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat américaine pour l'Europe et l'Eurasie, et Geoffrey Ross Pyatt, l'ambassadeur américain en poste en Ukraine à l'époque.

L'enregistrement dans lequel Nuland et Pyatt décident et distribuent les sièges au nouveau gouvernement ukrainien et qui accable directement les autorités américaines dans le coup d'état perpétré. Les adversaires de la Russie auraient bien aimé mettre en doute l'authenticité de l'enregistrement, mais cela n'était guère possible, car Victoria Nuland a commis une très grave erreur : au lieu de nier en bloc la véracité de l'enregistrement dans lequel, entre autres, elle a insulté l'Union Européenne - elle a fait des excuses officielles pour les injures qu'elle a prononcé à l'encontre de l'UE et, de ce fait, a authentifié la réalité de cette conversation. En outre, du côté non-gouvernemental, le très controversé George Soros a déclaré, fin mai 2014, dans une interview à CNN, que la filiale de sa fondation en Ukraine "avait joué un rôle important dans les événements qui ont lieu actuellement en Ukraine". Les coups d'état et l'instauration en Ukraine de "l'anti-Russie", réalisés par les Etats-Unis, ne pouvaient ne pas déclencher des contre-mesures stratégiques par la Russie. Les contre-mesures que l'on connaît depuis 2014 et dont on arrive à l'apogée en cette année 2022.

## LE SABOTAGE DU SPECTACLE DES ACCORDS DE MINSK

Le respect des accords de Minsk qui aurait instauré une paix durable en Ukraine serait pour les Etats-Unis d'Amérique une véritable catastrophe géopolitique avec des effets économiques néfastes majeur qui en découleraient. Il était donc vital de les faire échouer. De 2015 à 2022, ni Paris, ni Berlin n'ont réussi à faire pression sur Kiev dans le format de Normandie pour que l'Ukraine accorde l'autonomie et l'amnistie au Donbass, comme ils auraient pu le faire, pour une raison simple : en la personne du nouveau président de l'Ukraine, l'oligarque Petro Porochenko, venu au pouvoir par le coup d'état de 2014, ce sont les intérêts sous-jacents des Etats-Unis qui y ont été représentés. Les intérêts qui se sont bien mariés avec ceux des nouvelles élites ukrainiennes. Il était clair que si les accords de Minsk devaient être respectés, les réseaux ultra-nationalistes et néo-nazis de l'Ukraine - le "bras armé" du coup d'état piloté par les Etats-Unis en personne de Victoria Nuland - devaient être immédiatement démantelés. Au même instant, le chef de l'organisation paramilitaire ultra-nationaliste "Secteur droit", Dmytro Yarosh, a clairement déclaré qu'il rejetait l'accord qu'il considère être une violation de la constitution ukrainienne et qu'il comptait poursuivre le combat. Cette position des forces en croissance exponentielle des ultra-nationalistes convenait parfaitement et aux Etats-Unis et au président Porochenko. Il existe un enregistrement vidéo très récent, daté du 17 novembre 2022, sur lequel l'ancien président de l'Ukraine, Petro Porochenko parle (en anglais) des accords de Minsk qui ont eu lieu en 2015. Il y avoue directement :

"Je considère que le document des accords de Minsk était un document écrit avec talent. Il me fallait les accords de Minsk, afin d'avoir au moins 4 ans et demi pour former les forces armées ukrainiennes, construire l'économie ukrainienne et entraîner les militaires ukrainiens ensemble avec l'OTAN pour créer les meilleures forces armées de l'Europe de l'Est qui seraient formées avec les standards de l'OTAN". Selon cette déclaration de la personne-clé des accords de Minsk, les réels objectifs des pourparlers n'ont rien eu à avoir avec ceux affichés - recherche d'un modus vivendi - mais ont été uniquement de gagner le temps nécessaire à la préparation d'une grande guerre. En ce qu'il concerne le récent interview sensationnelle accordée à Die Zeit par l'ex-chancelière allemande Angela Merkel - ceci n'est qu'un écho de la vérité annoncée par Porochenko. Et il serait un gage de myopie politique de dissocier les révélations de Merkel de ses propres "garanties" données au président Ianoukovitch en 2014 et qui ont été l'un des facteurs fondamentaux du succès du coup d'Etat en Ukraine.

Suite en page 9

**Suite de la page 8**

Les accords de Minsk ont été, en réalité, qu'un spectacle, une mise en scène - et donc sabotés, de facto, avant même leur initiation.

**LE SABOTAGE DES NORD STREAM**

Actuellement, les spéculations sur l'auteur des explosions sur les gazoducs russes Nord Stream dans la mer Baltique circulent. Sans même prendre en compte les déclarations non réfléchies des derniers mois émanant de divers responsables américains qui les incriminent grandement, il faut remonter à des années auparavant, afin de constater que le sabotage de l'approvisionnement de l'Union Européenne par la Russie ne fait nullement partie des opérations hâtives " dans le feu de l'action " de la guerre en cours, mais entre bien dans les objectifs stratégiques calculés de la géopolitique américaine de long terme. C'est déjà en 2014, que dans une interview télévisée Condoleezza Rice, la secrétaire d'état américaine de l'époque, a avoué l'importance stratégique de faire réorienter les approvisionnements en gaz et en pétrole de l'Europe vers l'Amérique du Nord en coupant les gazoducs russes : " ... à long terme, on veut simplement changer la structure de la dépendance énergétique. Faire dépendre davantage de la plateforme énergétique nord-américaine, de la formidable abondance de pétrole et de gaz que nous trouvons en Amérique du Nord ... ". Avec l'explosion des gazoducs Nord Stream I et Nord Stream II l'objectif est, enfin, atteint. Je laisse à votre jugement si c'est une coïncidence ou pas, le fait que cette déclaration de la responsable de la politique étrangère américaine a eu lieu l'année même du coup d'état en Ukraine organisé par les Etats-Unis - l'année de la prise du contrôle du pouvoir ukrainien par Washington D.C. - qui a mené vers la réorientation totale de la politique ukrainienne, dont on accuse aujourd'hui les conséquences. Il est clair que, d'une part, une telle destruction n'était pas envisageable en temps de paix, quand aucune communication et conditionnement de l'opinion des masses ne pouvait permettre le moindre doute sur l'unique auteur et bénéficiaire possible d'un tel événement sans précédent ; d'autre part, que la mise hors service des gazoducs russes change immédiatement la structure de la dépendance énergétique européenne et la fait réorienter directement vers la plateforme énergétique nord-américaine, vu la saturation au niveau de la demande auprès des producteurs du golfe Persique. Le pouvoir corporatif américain accède, enfin, au grand marché énergétique européen et, en même temps, décide des prix de vente qui font réguler les coûts de revient dans les industries du concurrent du vieux continent.

**UNE BALLE DANS LE PIED**

Les faits de la réalité économique sont têtus : l'un des fondements de la concurrentialité des entreprises européennes sur le marché mondial face à ses concurrents direct était, depuis des décennies, l'énergie à des prix bas livrée par la Russie et sécurisée par des contrats à long terme. L'auto-privation, assumée par les responsables actuels des pays européens, de l'accès à cette énergie rend le sens de l'expression " se tirer une balle dans le pied " bien propre à la situation que les industries de l'UE subissent à court et moyen terme, voir à long terme, si la politique dans ce sens ne connaît pas de changement radical de son vecteur. Comme un des " effets secondaires " obtenus par les Etats-Unis sera la désindustrialisation partielle de l'UE qui va directement contribuer au nouveau rêve américain de la réindustrialisation du pays, en déclin depuis les années 1970, et dont la contribution sera apportée par des entreprises européennes énergivores qui ne seront plus en mesure de maintenir leurs activités au niveau habituel sur le continent européen et chercheront de nouveaux débouchés pour le développement sur le continent américain qui préservera les prix de l'accès à des énergies à des niveaux relativement modérés. En septembre 2022, les prix à la production industrielle en Allemagne ont bondi de 45,8 %, soit un record historique absolu depuis 1949, année du début des enquêtes statistiques par l'Office fédéral allemand de la statistique. Ce qu'il fallait démontrer. Par ailleurs, le freinage constant entrepris dans les dernières années par les allemands au niveau de la quasi intégralité des accords dans le domaine de la coopération des industries de l'armement entre la France et l'Allemagne qui pourraient mener au développement significatif de l'industrie de défense européenne autonome, démontre sans nul doute possible la domination politique de l'Allemagne par les Etats-Unis. L'annonce faite par les allemands au déclenchement de la guerre en Ukraine d'une commande de niveau sans précédent d'armements américains ne fait que reconformer la certitude. Cette domination a mené vers plusieurs succès majeurs supplémentaires américains qui sont l'affaiblissement significatif du concurrent européen dans le domaine de l'armement ; l'élargissement du marché pour l'industrie américaine de l'armement et, surtout, la neutralisation du danger de la création d'un véritable bloc de défense européenne autonome. Néanmoins, malgré le succès considérable dans le processus de l'affaiblissement de l'économie européenne, le parti démocrate américain, qui est historiquement un pouvoir belliqueux, a commis une erreur stratégique de refuser de suivre les préconisations de Donald Trump, disant qu'il fallait redresser les relations, faire la paix avec l'adversaire traditionnel qui est

la Russie, afin que cette dernière ne soit pas un soutien significatif - énergétique et alimentaire - vis-à-vis de l'ennemi majeur des USA qui est la Chine, quand la grande confrontation aura lieu.

**LA QUATRIÈME GRANDE GUERRE DU DOLLAR**

Le troisième pilier-porteur sous-jacent de la guerre en Ukraine est l'affaiblissement significatif de la position de la Russie dans le cadre du futur conflit face à la Chine, qui sera la quatrième grande guerre du dollar. Objectif : l'affaiblissement de la Russie qui est le partenaire stratégique de la Chine tant dans le domaine économique, dont les deux pays ont une véritable complémentarité, tant dans le domaine politico-diplomatique et militaro-technologique. Et, malgré le maintien par la Chine du statut quo vis-à-vis de la guerre en Ukraine, à la suite de menaces directes de graves sanctions émanant de l'occident collectif dirigé par les USA, ce dernier fait un constat amer : l'alliance sino-russe n'a nullement été ébranlée. De même que pour la guerre en Ukraine et les guerres précédemment mentionnées, il est important de faire le constat des faits qui indiquent que, d'une part, la guerre des Etats-Unis face à la Chine est inévitable et que, d'autre part, les véritables raisons de la future guerre sont, une fois de plus, et en grande partie dans la volonté de la RPC à se soustraire du système des pétrodollars, ce qui est un véritable casus belli " classique " du point de vue du pouvoir américain. Plusieurs faits majeurs mettent les américains dans la nécessité d'agir d'une manière ferme, dont je peux en citer les principaux :

En 2012, la Chine commence à acheter le pétrole brut à l'Iran, en payant en yuan. ? L'Iran qui déjà, depuis 2016, fait libeller ses contrats pétroliers en euro, en rejetant le dollar américain. En 2015, la Chine lance les futures - contrats à terme sur le pétrole auprès de Shanghai Futures Exchange, qui ont pour objectif principal la réalisation des transactions via des swaps en yuan entre la Russie et la Chine et entre l'Iran et la Chine - ce qui est un nouvel élément stratégique de la géopolitique chinoise. En 2017, la Chine avec ses importations de 8,4 millions de barils du pétrole brut par jour, devient le premier importateur mondial de pétrole brut et, parallèlement, signe un accord avec la Banque centrale de Russie, visant à acheter le pétrole russe avec la monnaie chinoise. En 2022, comme on l'a vu précédemment, la RPC entre en accord avec l'Arabie Saoudite pour les achats du pétrole en yuan. Et ces processus, rappelons-nous, se déroulent parallèlement à la séparation lente, mais progressive des bons du Trésor américain, dont la masse détenue par la Chine a été diminuée de 1/4 dans les 7 dernières années. L'analyse des initiatives entreprises par l'Empire du Milieu dans leur politique économique étrangère de la dernière décennie démontre nettement le danger en croissance exponentielle vis-à-vis de la viabilité du modèle contemporain de l'économie américaine. Seules les mesures radicales à entreprendre par le pouvoir outre-Atlantique face à l'adversaire chinois peuvent enrayer ou, au moins, essayer d'enrayer, le processus de la fragilisation des fondations de l'économie mondiale construites par l'Amérique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Dans cette logique, l'attaque de Taïwan par la Chine est une nécessité absolue pour les Etats-Unis d'Amérique. Tout sera donc fait pour que cela arrive. Néanmoins, restons réalistes : l'état américain est conscient qu'à court terme, dans les années à venir, la Chine ne représente pas de grand danger pour leur économie car, d'une part, l'internationalisation de la monnaie chinoise est très lente : son poids dans les paiements mondiaux est inférieur à 4%, ce qui est négligeable, en vue du poids du PIB chinois. De même pour la part du yuan dans les réserves officielles mondiales qui reste très faible, inférieure à 3%, avec une progression non significative. D'autre part, vu les quantités gigantesques des bons de Trésor américain accumulés par la banque centrale de Chine, il lui faudra un temps considérable pour s'en débarrasser.

Sans parler qu'à court et moyen terme les marchés ne présentent aucun produit de substitution crédible aux bons du Trésor américain quant à la liquidité.

**UN DANGER EXISTENTIEL**

Ceci étant, les américains sont parfaitement conscients qu'à long terme, le processus en marche représentent bien un danger existentiel et, vu l'expérience des dernières décennies, il est inconcevable que les Etats-Unis n'entreprennent pas une frappe ou des frappes préventives stratégiques contre les auteurs de la nouvelle menace. Le travail de longue haleine réalisé par les américains en Ukraine, afin d'y instaurer le régime politique ultra-nationaliste russophobe et d'y développer l'intégralité des éléments nécessaires à la mise de la Russie en situation de l'impossibilité de ne pas entrer en guerre, est le même travail de provocation que les USA sont en train de réaliser en Asie du sud-est vis-à-vis de Taïwan, en sabotant les espoirs d'une réunification pacifique dans le cadre de la politique de Pékin d'une seule Chine, afin que les chinois l'attaque militairement - ce qui sera en soi la réalisation d'une frappe stratégique américaine. Le scénario est globalement similaire à celui du sabotage des accords de Minsk-II, ce qui a été l'élément clé du déclenchement de " l'agression " russe. Avec Taïwan comme l'outil, la provocation d'une " agression injustifiée " des

chinois aurait pour l'objectif primaire le déclenchement des sanctions massives de l'occident collectif qui devront faire écrouler l'économie du principal concurrent américain. Ceci est de même avec l'Ukraine comme l'outil qui a déjà fait ébranler l'économie de son second grand concurrent - l'Union Européenne - par la privation de son industrie de l'alimentation en énergie russe. L'un des éléments clés des sanctions prévues ne sera, certainement pas, une " contre-attaque " synchronisée de la coalition transatlantique, vu une réticence croissante de la vieille Europe trop éprouvée par le conflit ukrainien et trop dépendante des échanges économiques sino-européens, mais, fort probablement, le blocus énergétique de la Chine mené directement par les américains en bloquant le détroit de Malacca, dont la Chine dépend à 2/3 au niveau de ses importations de pétrole et de GNL. Avec la guerre en Ukraine, les sanctions collectives occidentales contre la Russie ont dû jouer un rôle clé pour faire effondrer l'économie russe, afin qu'au moment du conflit futur face à la Chine elle ne pourra pas se permettre le soutien significatif de son partenaire stratégique chinois : fournir à la Chine l'énergie par la voie terrestre sous la menace de nouvelles sanctions que le pays, dont l'économie est sensée être mise à genoux, ne serait pas en mesure de supporter davantage.

Le plan primaire qui a dû fonctionner contre la Russie en quelques mois a totalement échoué à cause des éléments que les premiers mois de la guerre en Ukraine ont démontrés. L'action américaine a été donc fondamentalement revue et se base, dorénavant, sur la stratégie de l'usure à long terme.

**LA GUERRE DES ETATS-UNIS CONTRE LA CHINE, EST-ELLE POUR DEMAIN ?**

Ayant aujourd'hui la guerre contre la " base arrière " énergétique, militaire et alimentaire de la Chine qui est la Russie, les importantes hostilités contre la Chine devraient être déclenchées à court ou moyen terme, avant que les Russes ne soient rétablis de l'affaiblissement prévu causé par le conflit ukrainien. Mais, sans même la prise en compte de l'élément imprévu de la persistance de la résistance de l'économie russe au choc des sanctions, malgré la rhétorique belliqueuse de Washington sur la concentration des efforts pour mener les hostilités contre la Russie et la Chine simultanément, l'analyse de la planification de la défense américaine démontre qu'elle ne le permet, tout simplement pas, pour des raisons structurelles. En 2015, la Pentagone a revu sa doctrine sur la capacité à mener deux grandes guerres simultanément, qui a dominé durant la guerre froide et jusqu'à l'année en question, au bénéfice de la concentration des moyens, afin d'assurer sa victoire dans un seul conflit majeur. Par ailleurs, depuis le début de la guerre en Ukraine, les Etats-Unis ont déjà investi plus de 20 milliards de dollars pour la faire perdurer et ont envoyé vers l'Europe un supplément de 20.000 soldats, en plus du contingent déjà présent sur le vieux continent. De l'autre côté, en ce qui concerne le soutien de Taïwan face à la Chine, les sénateurs américains sont seulement en train de discuter les aides à hauteur de 10 milliards de dollars pour les 5 années à venir. C'est-à-dire des aides 2 fois inférieures à celles que l'Ukraine a perçu en 8 mois de guerre. Il est donc très hautement improbable que le déclenchement du conflit armé en Asie du Pacifique, du côté américain, ait lieu avant la cessation complète de la guerre en Ukraine. Sauf si c'est la Chine qui prend des initiatives, étant consciente de l'affaiblissement militaire ponctuel de son rival. En attendant, vu la synergie sino-russe qui se reflète dans la formule chinoise " le partenariat avec la Russie n'a aucune limite ", la grande volonté de " neutraliser " la Russie avant la guerre de Chine fait partie intégrante de la nouvelle doctrine qui domine les forces armées américaines depuis sept ans.

**LE DOLLAR AMÉRICAIN : LES RAISONS CACHÉES DE LA GUERRE EN UKRAINE**

Seule la politique étrangère américaine très agressive appuyée par la domination militaire et monétaire mondiale permettent aux Etats-Unis d'Amérique d'occuper aujourd'hui les positions qui sont les siennes. Tout autre état ayant perpétré ne serait-ce qu'une partie infime des exactions énumérées, non exhaustive, sur ces pages - serait classé par la " communauté internationale " réunie autour des USA en tant qu'un état criminel, un paria, et serait soumis à des embargos " légitimes " bien plus graves que ceux de la Corée du Nord, de l'Iran et de Cuba réunis.

**L'UKRAINE EN TANT QU'OUTIL PÉRISSABLE**

Une des raisons principales pourquoi le cours des événements n'a pas été orienté au déclenchement des hostilités russo-ukrainiennes des années auparavant, encore sous la présidence de Barak Obama, dans la période de 2014-2017, réside dans la ligne conductrice de la Maison Blanche de cette époque qui était basée sur le postulat : la domination de l'Ukraine face à la Russie n'est pas un élément existentiel pour les USA. Depuis Obama, la politique américaine a connu des mutations, mais, malgré les diverses déclarations, sa ligne conductrice vis-à-vis de l'Ukraine n'a nullement changé. L'Ukraine n'est utilisé qu'en tant qu'outil périssable de l'affaiblissement de la puissance russe, comme un pays-mercenaire de l'Otan, au moins pour la période de la confronta-

tion future avec la Chine et, parallèlement, de la réduction au minimum des relations économiques entre la Russie et l'Europe. Au moment venu quand le pouvoir américain considérera que le " retour sur investissement " dans la guerre en Ukraine est suffisant ou bien quand il fera le constat que la probabilité à attendre le seuil de satisfaction est trop faible - le régime de Kiev sera abandonné par les américains. Abandonné de la même manière qu'est le régime afghan de Ghani a été abandonné et les kurdes en Irak et en Syrie ont été abandonnés après avoir accomplis, partiellement, les missions qui leurs ont été attribuées par l'Amérique, contre la promesse de la création d'un état kurde. La promesse qui n'engageait que ceux qui l'écoutaient. De ce fait, et vu que malgré la pression des sanctions occidentales sans précédent la Russie dispose toujours de finances publiques saines, dette négligeable, balance commerciale excédentaire et aucun déficit budgétaire - le conflit en Ukraine ne peut ne pas être importé par les russes, dans une forme ou une autre. De plus que, élément fondamental : pour la Fédération de Russie ceci est un élément existentiel ; pour les Etats-Unis d'Amérique, comme déjà mentionné, il ne l'est pas.

**POST-SCRIPTUM**

Les actions des Etats-Unis des dernières décennies, et celles qui auront, inévitablement, lieu dans les décennies à venir, sont l'expression du capitalisme dans son état pur et donc nécessairement malsain, car pour effet la provocation de dangereux mouvements tectoniques, d'un grave dérèglement, voire de la mise en péril de l'économie du marché mondial qui a pour objectif majeur la recherche de l'équilibre ; le capitalisme étant très éloigné des postulats libéraux d'Adam Smith et de ses idées quelque peu naïves sur la régulation du système capitaliste par le marché. Les gouvernements américains successifs, étant le bras armé de " l'état profond ", du pouvoir corporatif, donnent non seulement raison à Karl Marx, l'ennemi tant détesté par ces derniers, mais également et entièrement à Fernand Braudel pour qui le capitalisme est la recherche de l'affranchissement des contraintes de la concurrence, la limitation de la transparence et l'établissement des monopoles qui ne peuvent être atteints qu'avec la complicité directe de l'Etat. N'étant pas un partisan des théories socialistes, encore moins communistes, en constatant le modèle économique américain d'aujourd'hui il m'est difficile, néanmoins, de ne pas leur accorder le bienfondé de leur approche du capitalisme.

La guerre en Ukraine n'est que la démonstration d'une étape intermédiaire de la lutte des Etats-Unis d'Amérique pour sa survie dans son état actuel qui est inconcevable sans la sauvegarde et l'élargissement des monopoles, de la domination unipolaire à l'échelle mondiale. A ce stade de la confrontation on peut faire plusieurs constats majeurs. La détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne et, de ce fait, l'affaiblissement économique significatif de son concurrent direct qui est cette dernière, sont une grande réussite des Etats-Unis.

Pourtant, la stratégie américaine a été totalement ébranlée par deux imprévus fondamentaux interdépendants qui sont en train de changer la face du monde d'une manière irréversible :

Premièrement, la Fédération de Russie s'est montrée, d'une manière inattendue, incomparablement plus résistante qu'il était prévu à la pression économique de l'occident collectif et n'a nullement connu une très grave récession économique planifiée et même hâtivement annoncée par les responsables de cette dernière.

De ce fait, la Russie n'a pas été neutralisée dans le cadre du futur conflit des USA face à la Chine - ce qui est une défaite majeure qui a mené vers le deuxième imprévu cardinal :

les Etats-Unis d'Amérique se sont retrouvés dans l'incapacité de fédérer autour d'eux le monde non occidental dans son projet anti russe et ceci malgré la réalisation de pression sans précédent.

Les événements depuis le 24 février 2022 ont produit un effet opposé : l'accélération de la décomposition du modèle du monde unipolaire de l'histoire contemporaine par la réussite de la Russie à faire face à l'occident collectif, ainsi que la génération des grandes différenciations et prises de positions, ouvertes ou dissimulées, des acteurs majeurs non occidentaux de l'économie mondiale, hormis le Japon et la Corée du Sud qui sont les satellites traditionnels de la politique américaine. Les différenciations et les positions qui sont la consolidation des fondations d'un nouveau monde multipolaire.

Ceci est la seconde défaite majeure qui, en ce qui la concerne, est une menace existentielle pour les Etats-Unis, car, à long terme, met en danger imminent le maintien de la domination mondiale du système monétaire américain.

L'irréversibilité du processus rend inutile une éventuelle remise à jour de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Ukraine qui pourrait se traduire par un renforcement très significatif de l'aide militaire, de plus qu'une telle action augmentera proportionnellement les risques de frappes nucléaires sur le sol américain.

Le futur proche nous montrera quelle sera la riposte de Washington.

*Oleg Nesterenko  
Président du Centre de Commerce &  
d'Industrie Européen*

LE JEUNE INDÉPENDANT

# Gara Djebilet attise la convoitise des investisseurs

**De nombreux investisseurs étrangers, notamment arabes, ont exprimé leur intérêt pour établir des projets de partenariat pour l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet, située dans la wilaya de Tindouf, considérée comme l'une des plus grandes mines de fer dans le monde avec des réserves estimées à plus de 3 milliards de tonnes. C'est ce qu'a indiqué le P-DG de l'entreprise nationale du fer et de l'acier (Ferral), Ahmed Benabbas.**



Algerian Qatari Steel (AQS) afin de lui fournir de la matière première sidérurgique.

Le même responsable a tenu à rappeler l'accord conclu jeudi dernier avec le complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua à Oran, portant sur le lancement d'une unité de production de concentré de minerai de fer dans la wilaya de Béchar.

L'accord définit les mesures à entreprendre pour la création d'une joint-venture Ferral-Tosyali au mois de septembre, tout en garantissant les conditions nécessaires afin que la société entame directement la

réalisation de la première usine, qui sera dans la wilaya de Béchar. Cette unité mixte de production de concentré de minerai de fer à partir de la mine de Gara Djebilet, avec une capacité de 500 000 t/an de concentré de minerai de fer à partir d'un million de tonnes de minerai, sera réalisée d'ici à 24 mois.

Concernant les grands projets structurants, notamment le projet stratégique intégré du phosphate, le même responsable a précisé qu'une société a été créée en partenariat entre le groupe industriel minier Manadjim El-Djazaïr (Manal) et le Groupe

industriel Engrais et Produits phytosanitaires (ASMIDAL) du côté algérien, et deux sociétés chinoises pour le partenaire chinois.

Cette société œuvre actuellement à finaliser toutes les études de faisabilité et celles techniques pour entamer effectivement la réalisation du projet, avant de le présenter au Conseil des participations de l'Etat (CPE) pour que soit prise une décision finale sur l'investissement, a-t-il ajouté.

S'agissant du projet d'exploitation du plomb zinc de Oued Amizour, le responsable a fait état de l'achèvement de plusieurs phases ainsi que de l'étude de faisabilité, des risques et des impacts environnementaux, indiquant que le groupe entend réaliser une usine pour valoriser le zinc afin de répondre à la demande locale et exporter l'excédent de production.

Par ailleurs, s'agissant de la nouvelle stratégie de valorisation et exploitation des produits miniers adoptée par le ministère de l'Energie et des Mines, le président directeur général (P-DG) du Groupe Manadjim El-Djazaïr (Manal), Mohamed Sakhr Harami, a fait savoir que plusieurs unités de transformation des matières minières sont en cours de réalisation, dont certaines entreront en service les prochains jours.

LE COURRIER D'ALGÉRIE

ILS MANQUENT A L'APPEL :

## Les partis " à jeûn " politique

Formis les rares communiqués diffusés, les partis politiques ne donnent pas l'impression d'être intéressés ni par la dynamique que connaît le pays ni par les occasions que nous célébrons. En ce mois de Ramadhan c'est carrément l'hibernation. La vocation d'un parti politique, c'est pourtant d'accéder un jour au pouvoir, et ce, à travers un projet de société. Pour y arriver, les partis politiques sont appelés à faire preuve d'action et de présence sur le terrain pour partager ses idées pour espérer une adhésion plus forte et ascendante qui pourraient leur ouvrir grandes les portes des arènes du pouvoir. Mais ils ont préféré désertir le terrain même au profit de leurs propres militants. Aucune activité politique à signaler au sein même de leur propre siège. Pis encore, cette torpeur s'est répercutée sur l'activité du Parlement national. En effet, lors de la séance plénière consacrée au vote du projet de loi monétaire et bancaire, le projet de loi relatif aux règles de comptabilité générale et de la gestion financière, ainsi que du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève tenue il y a quelques jours, la séance a été plusieurs fois reportée faute de quorum. C'est dire l'ampleur du phénomène de l'absentéisme au niveau de l'APN qui abrite les élus du peuple issus de partis politiques en plus de quelques indépendants. Le dénombrement a révélé qu'il manquait à l'appel près de 70 députés pour atteindre le quorum (50%+1), soit 204 députés sur le total de 407 existants. L'on a également recensé 77 procurations. L'absentéisme est devenu le sport favori des députés de l'actuelle législature en attendant la finalisation du projet sanctionnant ces comportements. On aurait cru que le Ramadhan a eu raison d'eux. Sauf que ça été toujours le cas pour les partis politiques en Algérie et les députés qui y sont issus même durant les onze autres mois. En dehors de leurs activités partisanes, ils auraient également pu contribuer à des actions de solidarité, d'aide et de partage en ce mois de piété et de rapprochement.

LE QUOTIDIEN D'ORAN

PRÉPARATIFS DE LA SAISON ESTIVALE :

## Les parkings, l'AEP, l'éclairage, l'hygiène... au cœur des préoccupations

Plusieurs dispositions viennent d'être prises afin de garantir le bon déroulement de la saison estivale. Une réunion présidée par le wali d'Oran M. Saïd Sayoud et regroupant les maires des localités balnéaires, les chefs de daïras, les directeurs du secteur du tourisme, de l'environnement, de la SEOR et des ressources en eau s'est tenue afin de cerner les insuffisances et dégager les solutions pour garantir la réussite de la saison qui s'ouvre dans deux mois. Sur ce, plusieurs propositions et projets initiés dans le cadre de cette saison ont été présentés lors de cette rencontre et des directives ont été don-

nées par le wali d'Oran pour mieux la préparer. Un point de situation a été fait par le directeur de la SEOR sur les stations de pompage des eaux au niveau de la localité de Aïn El Turck. Dans ce contexte, les responsables des services concernés ont été instruits d'aménager les différentes aires de stationnement de véhicules et parkings implantés à travers les localités balnéaires en vue de leur location. Une mesure qui permet de mieux réorganiser le secteur et de canaliser les individus en charge du gardiennage. Autre directive donnée est la généralisation des bacs à ordures à tous les quartiers et localités pour

le ramassage des ordures ménagères. Le chef de l'exécutif a également insisté sur l'aménagement des postes de surveillance protection civile et ceux de la gendarmerie et de la police pour garantir une meilleure couverture sécuritaire et une prise en charge des estivants et des touristes qui afflueront lors de cette saison. Il est question d'assurer l'approvisionnement en eau potable, de procéder à des travaux de réfection des points lumineux et de généraliser cette opération à tous les quartiers relevant de la compétence de ces communes balnéaires.

DJALIADZ.COM

VISA SCHENGEN 2023 :

## Un changement radical proposé par l'Union européenne

Visa Schengen 2023 - L'espace Schengen est composé de 27 États européens qui autorisent la liberté de circulation entre eux. Avec la suppression de toute forme de contrôle aux frontières intérieures de la région ou la vérification des passeports aux passages frontaliers entre les États membres.

En effet, les pays de l'espace Schengen permettent également aux voyageurs de se déplacer librement entre eux avec un seul visa, qui est le visa Schengen. Plus de 400 millions de citoyens bénéficient de l'accord et plus d'un milliard de voyages sont réalisés chaque année entre les pays de l'espace Schengen.

### UNION EUROPÉENNE : DES MODIFICATIONS MAJEURES CONCERNANT LES VISAS

L'Union européenne s'apprête à apporter des modifications majeures aux visas pour les États membres de l'espace " Schengen ", dans le but d'améliorer le traitement des voyageurs légaux et la capacité à faire face aux défis de l'immigration clandestine. Une annonce du Conseil de l'Union européenne a déclaré que les ambassadeurs des États membres ont convenu de lancer des négociations sur la numérisation du processus d'octroi de visas. Notant que la proposition " offre la possibilité de demander un visa

en ligne et de remplacer le visa actuel autocollant avec un visa numérique. La source a souligné que cette initiative vise à " rendre les procédures et les démarches de demande de visa plus efficaces et à améliorer la sécurité de l'espace Schengen ", ajoutant que les nouvelles règles proposées créeront une plateforme unifiée dédiée aux demandes de visa. Selon cette proposition, toutes les demandes de visa Schengen seront soumises via cette plateforme électronique, qui les transférera aux systèmes nationaux concernés, d'après le communiqué. Qui ajoute que les demandeurs de visa pourront, via la plateforme, télécharger toutes les données et des copies électro-

niques de leurs documents de voyage et des pièces justificatives, payer les frais de visa. Ce processus facilitera la demande de visa pour les voyageurs et rendra l'espace Schengen plus sûr, selon l'évaluation de la ministre suédoise de l'Immigration, Maria Malmer Steingard, dont le pays assure actuellement la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Selon les nouvelles règles proposées, les visas seront délivrés sous la forme d'un code-barres bidimensionnel crypté, ce qui éliminera les risques de falsification et de vol de la vignette-visa, selon le responsable suédois.

BRICS

# Lula défend la monnaie alternative au dollar

**Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva a défendu l'adoption d'une monnaie alternative au dollar dans les échanges internationaux entre les pays Brics.**



"Pourquoi une banque comme les Brics ne peut-elle pas avoir une monnaie qui puisse financer la relation commerciale entre le Brésil et la Chine, entre le Brésil et les autres pays Brics ? C'est difficile parce qu'il y a des gens qui n'y sont pas habitués parce que tout le monde dépend d'une monnaie unique. Je pense que le 21e siècle peut nous embrouiller la tête et nous aider, qui sait, à faire les choses différemment". Selon le portail G1, "Lula a également déclaré que d'autres pays pouvaient utiliser leurs propres devises dans les relations commerciales, sans utiliser le dollar, et les banques centrales pourraient certainement s'en occuper". "Qui a décidé que le dollar était la monnaie après la disparition de l'or ? Pourquoi pas des yens ? Pourquoi n'était-ce pas réel ? Pourquoi pas le poids ? Parce que nos devises étaient faibles, nos devises n'ont aucune valeur dans d'autres pays. Donc, une monnaie a été choisie sans tenir compte du besoin dont nous avons besoin d'avoir une monnaie qui transforme les pays dans une situation un peu plus pacifique. Le président a également mentionné que le Brésil était revenu au conseil des relations internationales, après ce qu'il a

défini comme une absence inexplicable dans l'administration précédente. "Le Brésil est de retour et prêt à faire la différence. Nous avons beaucoup à apporter aux problèmes clés de notre époque, tels que l'atténuation de la crise climatique et la lutte contre la faim et les inégalités", a-t-il déclaré. Selon Marcelo Cursino, responsable de la stratégie commerciale chez Braza Bank, "la possibilité de négociations directes entre le réal et le yuan, sans l'utilisation du dollar, manque d'une importante contextualisation, avant d'en parler de l'impact économique, que ce soit pour le Brésil ou le monde. Actuellement, le dollar est la monnaie la plus utilisée en termes de transactions mondiales dans le monde, en raison de l'acceptation et de la fiabilité du marché. Cependant, lorsque vous n'êtes pas détenteur de cette monnaie, vous participez à une série de conséquences, parmi lesquelles le manque de contrôle de la politique monétaire, qui finit par être guidé par l'émetteur, l'inflation indirecte et même

certaines sanctions économiques, selon la politique étrangère de l'émetteur et la traçabilité des flux financiers entre les banques et les pays à travers les systèmes financiers. Selon le spécialiste, "pour le Brésil, je vois la création de ce canal de paiement alternatif comme positif, car il favorise des relations économiques plus étroites avec un partenaire très important pour la balance commerciale brésilienne ; il réduit la dépendance au dollar et, par conséquent, aux mouvements corrélés à la monnaie, tels que l'inflation, les crises et autres, en plus de réduire les coûts et le temps des opérations de traitement. Cela rend les Brésiliens plus compétitifs et représentatifs en tant que membres du système financier mondial".

## ÉTATS-UNIS TROUBLÉS

La décision du Brésil inquiète les États-Unis. Récemment, le sénateur républicain de Floride Marco Rubio a prévenu que le rapprochement entre le Brésil et la Chine était un autre signe de la

"dé-dollarisation" du monde. Lula, qui était en visite d'Etat en Chine, a salué les relations Brésil-Chine et la coopération des Brics. "L'amitié est comme une bouteille de vin, plus c'est vieux, mieux c'est", a-t-il dit, citant un proverbe brésilien. Dans une interview exclusive avec l'agence de presse Xinhua, Lula a déclaré que l'importance mondiale des Brics ne doit pas être sous-estimée. "Ensemble, nous avons un PIB (mesuré par la parité de pouvoir d'achat) et une population plus importante que les pays du G7 réunis", a-t-il déclaré. Lula a participé récemment à la cérémonie d'investiture du nouveau président de la New Development Bank (NDB), l'ancienne présidente Dilma Rousseff, au siège de la banque à Pudong, Shanghai. Il a salué la coopération des BRICS et placé de grands espoirs sur les perspectives de développement de la NDB. Depuis sa création, la NDB a approuvé 98 projets, pour un investissement total de 33,2 milliards de dollars. "Pendant longtemps, les pays en développement ont rêvé de créer leurs propres instruments d'investissement et de financement. La Nouvelle Banque de développement a réalisé ce rêve, car elle sait vraiment ce dont les pays en développement ont besoin et où ils doivent investir", a déclaré Lula. Il a ajouté que la NDB a les qualités pour devenir l'une des plus grandes banques des pays du Sud et a un grand potentiel pour améliorer la situation des pays en développement.

Ahmed Saber

SOUDAN

## Comment l'or est devenu une "malédiction" ?

Le pays possède l'une des plus grandes réserves d'or d'Afrique, qui a remplacé le pétrole lors de la création du Soudan du Sud - la plupart des mines sont contrôlées par un groupe paramilitaire qui fait face aux forces gouvernementales. Selon différentes organisations internationales, les décès sont survenus à la suite d'affrontements entre des membres de l'armée et des milices paramilitaires connues sous le nom de Rapid Support Forces (RSF). Jusqu'à présent, la plupart des attaques entre les deux parties ont eu lieu dans la capitale du pays, Khartoum. Mais cet affrontement est le résultat d'une longue chaîne d'événements, de tensions, de crises et de luttes politiques qui n'ont pas permis au pays d'avoir la stabilité depuis la chute du régime d'Omar al-Bashir en avril 2019. Parmi les raisons de l'éclatement des violences figure l'absence de dialogue entre les deux principaux chefs militaires qui étaient à la tête du pays pour conduire la nation vers une démocratie civile : Mohamed Hamdan Dagalo, chef des RSF et plus connu sous le nom d'Hemedti, et Abdel Fattah al-Burhan, chef de l'armée et président du pays. Mais parmi tous les facteurs contribuant à la tension interne au Soudan, il y a un élément clé : le pays africain possède l'une des plus importantes réserves d'or. Selon le gouvernement, le Soudan a enregistré environ 2,5 milliards de dollars d'exportations rien qu'en 2022, ce qui correspond à la vente de 41,8 tonnes d'or. La plupart des mines les plus rentables du pays sont contrôlées par Hemedti et les milices RSF, qui financent leurs opérations en vendant le métal précieux non seulement au gouvernement de Khartoum, mais aussi à d'autres acheteurs dans les pays voisins. "Les mines d'or sont devenues la principale source de revenus d'un pays aux prises avec de nombreuses difficultés économiques. Et, dans ces moments de tension, elles deviennent un objectif stratégique", explique Shewit Woldemichael, spécialiste du Soudan du Crisis Group, à BBC News Mundo, le service d'information en espagnol de la BBC. "Et c'est surtout une des sources de financement des RSF, et que l'armée considère avec une certaine méfiance", ajoute-t-il. Dans le même temps, l'extraction effrénée a provoqué une série d'effets dévastateurs dans les zones autour des mines, avec un nombre très élevé de personnes tuées non seulement par l'effondrement des mines, mais aussi rendues malades par le mercure et l'arsenic, utilisés dans l'extraction du métal. Mais comment l'or est-il devenu cet élément stratégique dans les affrontements qui ont fait des dizaines de morts au Soudan ces derniers jours ?

Ammar Zitouni

## ETABLISSEMENT D'UN ETAT PALESTINIEN SOUVERAIN

# Place à la mobilisation politique effective

Au cœur d'une nouvelle spirale d'actes agressifs et violents émanant d'un régime israélien fasciste, les territoires palestiniens occupés font face à une dérive inhumaine qui ne recule devant aucune contrainte. Le gouvernement, historiquement le plus à droite d'Israël, foule aux pieds le droit international, sape les efforts de paix dans la région et bloque les missions d'enquête sur d'innombrables crimes de guerre commis sur des innocents civils. Sa sauvagerie monte davantage à mesure que le "reste du monde" se tait devant l'intolérable. Commencer par l'indignation. Certes symbolique, mais d'une portée politique notable pouvant isoler les réseaux de soutien à l'entité sioniste, la condamnation doit être massive, organisée et durable. Les ministres arabes des Affaires étrangères ont dénoncé les atrocités israéliennes, notamment en Cisjordanie et à Jérusalem. Ces manœuvres illégales ne font que compromettre toutes les initiatives visant l'établissement d'une paix effective dans la région. Egalement, quelques ONG de défense des droits humains ont condamné, il y a quelques semaines, les agissements barbares d'Israël, entre attaques armées contre des Palestiniens et agressions criminelles sur les Lieux Saints en particulier. Du côté des Etats, la réactivité ne se fait pas avec la même intensité. Exceptée l'Algérie, engagée profondément dans la cause palestinienne, en multipliant les initiatives de médiation et de réconciliation des rangs palestiniens, plusieurs gouvernements étrangers ont l'illusion de défendre la solution "à deux Etats", alors qu'ils maintiennent

la politique de "poids, deux mesures". "Après l'annexion de la Crimée, illégale au regard du droit international, mais acceptée par la population concernée, les Occidentaux ont pris en 2014 des sanctions contre la Russie. Après l'annexion de Jérusalem-Est par Israël contre la volonté de la population concernée qui du coup n'en a été que plus réprimée, les Occidentaux ont développé leurs relations avec Israël", écrivait Pascal Boniface récemment dans un édito. S'ajoute à cette mécanique de volte-face une soixantaine de "dossiers" illustrant à quel point les puissances étrangères ne s'inquiètent plus du mépris du droit international, mis à mal par l'entité sioniste, elle, se perdant dans une misérable course à l'accaparement des terres palestiniennes et à l'assassinat des innocents.

## ETENDRE LE FRONT DE LA MOBILISATION

Face à la timide réaction de la communauté internationale, la mobilisation de certains collectifs à l'étranger en faveur de la question palestinienne peut déboucher, si l'élan s'installe dans la durée, sur des positions politiques plus ou moins claires et objectives en vue d'exercer une pression sur le gouvernement raciste d'Israël. Dans la même lignée, l'Autorité palestinienne entend investir davantage les organisations internationales en vue d'obtenir une probable reconnaissance de l'Etat palestinien.

L'Autorité palestinienne compte relancer le dossier palestinien au niveau de la Cour pénale internationale pour mettre fin à la situation d'impunité qui entoure les crimes

israéliens en Palestine. Faute de coopération des dirigeants israéliens, de soutien politique des puissances étrangères, l'enquête ouverte par la CPI en mars 2021 sur la situation en Palestine a fait long feu. Le contexte actuel exige que les défenseurs de la cause palestinienne y pensent davantage. L'appel de quelques experts de l'ONU à l'adresse de la CPI pour enquêter sur les crimes perpétrés en Palestine peut constituer une nouvelle alternative.

Si la conjoncture est favorable à l'isolement d'Israël, d'autant que la situation politique interne est en détérioration constante, chercher des voies de passage et des perspectives d'une véritable solution à la question palestinienne suppose également quelques correctifs et engagements, notamment au plus haut point des organisations internationales influentes.

Il s'agit aussi de sortir du blocage dans lequel s'est enfermée l'ONU, ne pas faire de la figuration dans les débats et sommets en rapport avec la question palestinienne, soutenir les acteurs palestiniens en vue de se poser en une seule voix représentative du peuple palestinien, multiplier les actes politiques d'isolement et les sanctions contre le déni systématique du droit international par la politique colonialiste barbare d'Israël peuvent constituer des remèdes devant concourir à la restauration de la paix dans la région et à l'établissement d'un Etat palestinien souverain sur la base des frontières de 67, avec El-Qods Al-Charif pour capitale, comme le clame haut et fort l'Algérie.

CONTRE LA CONSTIPATION :

## 20 aliments vraiment efficaces

**La constipation désigne une fréquence des selles inférieure à trois fois par semaine. Pourtant, un simple régime riche en fibres peut parfois arranger les choses. Artichaut, pruneau, lentilles... On vous dit tous des 20 aliments vraiment efficaces contre la constipation.**

### 1. Qu'est-ce que la constipation ?

La constipation définit une difficulté à évacuer les selles. On parle de constipation lorsque la fréquence des selles est inférieure à trois fois par semaines. Cependant, ce n'est pas une règle absolue. Certaines personnes ne vont à la selle que deux fois par semaine et se sentent parfaitement bien. La difficulté à évacuer les selles s'accompagne d'autres symptômes comme une sensation de lourdeur, des



crampes dans le ventre, des douleurs au moment de la défécation, des ballonnements... De plus, les selles sont généralement très dures, sèches et assez difficiles à évacuer. La constipation peut s'accompagner de glaires liquides appelées fausses diarrhées. Selon le Vidal, dans les pays occidentaux, la constipation chronique toucherait entre 3 à 5 % de la population adulte. Les personnes âgées de plus de 55 ans auraient 5 fois plus de risque d'en souffrir.

### 2. QUELLES SONT LES CAUSES DE LA CONSTIPATION ?

Plusieurs causes peuvent expliquer la constipation. La

cause alimentaire est très fréquente. Vous pouvez d'ailleurs retrouver notre diaporama de vingt recettes qui vous aideront à faire passer la constipation. Il faut savoir que la déshydratation peut, par exemple, provoquer la constipation car le corps préfère garder l'eau dans le sang en absorbant l'eau en excès dans les selles. Ces dernières, contenant moins d'eau, sont ainsi plus difficiles à évacuer. Un régime pauvre en fibres peut également causer une constipation. En effet, les fibres permettent de retenir et augmenter le volume d'eau dans les selles, ce qui facilite leur évacuation. Certains médicaments peuvent également provoquer une constipation.

### 3. QUELS SONT LES ALIMENTS VRAIMENT EFFICACES CONTRE LA CONSTIPATION ?

Pour traiter efficacement la constipation, rien de mieux que d'opter pour un régime riche en fibres. Celles-ci agissent comme les laxatifs naturels du tube digestif. Fruit, légumes, céréales sont les produits qui en contiennent le plus. L'idée, pour adopter un régime riche en fibre, est donc de prendre de nouvelles habitudes. Il faut alors privilégier les légumes et les fruits, cinq portions par jour. Vous pouvez les prendre au cours des repas et lorsque vous avez une petite faim entre deux repas : croquez dans un fruit ou un légume cru.

Hamid M.

NUTRITION :

## Quels sont les bienfaits de la banane ?

La banane est un fruit extrêmement intéressant. Très nutritive et excellente pour notre santé. Elle est composée de 3 sucres naturels ; sucrose, fructose et glucose. Elle est riche en protéines, fibres, phosphore, fer, vitamines et minéraux. Elle également riche en eau.

### D'OÙ VIENT-ELLE ?

Originnaire d'Asie du Sud-Est, la banane serait consommée par l'homme depuis environ 7 000 ans. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le bananier n'est pas un arbre. En effet, il appartient à la famille des musacées (Musaceae), qui regroupe de grandes plantes herbacées poussant sous les tropiques. Pouvant s'élever jusqu'à 9 mètres, le bananier est d'ailleurs la plus grande herbe au monde. Les Européens consomment environ 12 kg de bananes par an et par habitant en moyenne. Nos bana-

nes viennent pour la majeure partie des Antilles, d'Afrique ou encore des Caraïbes.

### SES BIENFAITS POUR LA SANTÉ

Elle contient du tryptophane qui est une protéine précurseur de la sérotonine (neurotransmetteur, communément appelé "l'hormone du bonheur"). En d'autres termes, elle favorise un bon sommeil et aide à lutter contre les troubles dépressifs. Riche en potassium : ce minéral vital va favoriser à la fois la concentration, mais aussi la circulation de l'oxygène. De ce fait, elle va aider à lutter contre le stress. Riches en vitamines du groupe B : aide à lutter contre la nervosité. Riche en fer : augmente la production d'hémoglobine. Aide à lutter contre l'anémie. Riche en fibres : aide à lutter contre la constipation.

Anti-acide : la banane calme les brûlures d'estomac et intestinales. Elle est un

anti-acide naturel.

Effet protecteur pour l'estomac : elle va entraîner la production de mucus lorsqu'elle va entrer en contact avec la paroi gastrique. Celui-ci va recouvrir l'estomac et ainsi le protéger contre l'excès de pepsine et d'acide chlorhydrique.

Réduit de 24% les risques d'accidents cardiovasculaires (<https://www.bmj.com/content/346/bmj.f1378>) d'après une étude menée par des chercheurs de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En effet une consommation quotidienne de 3 à 5 gr par jour réduirait les risques. 1 banane contient 413g de potassium !

La banane agit comme prébiotique (nourriture des probiotiques) et permet aux bactéries "amies" de se développer.

H. M.

HÔPITAL SALIM-ZEMIRLI D'EL HARRACH :

## Saihi inspecte une opération de circoncision collective

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a inspecté, mardi à l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Salim-Zemirli d'El Harrach (Alger), une opération de circoncision collective durant laquelle il a insisté sur l'obligation de respecter la réglementation en vigueur pour la réussite de cette opération.

Lors de cette opération, M. Saihi a rappelé que la circoncision "est une intervention chirurgicale et par conséquent il est interdit de la pratiquer dans des locaux ou certaines cliniques qui ne disposent pas des conditions nécessaires comme celles garanties dans les hôpitaux", insistant sur l'obligation de respecter la réglementation

en vigueur pour la réussite de cette opération, laquelle doit être effectuée dans un milieu hospitalier doté de toutes les conditions sanitaires par un médecin chirurgien en vue de préserver la santé des enfants. Après avoir écouté les explications présentées par les responsables de cette opération (médecins de chirurgie géné-

rale, réanimateurs, anesthésistes et paramédicaux), le ministre a affirmé que les mesures prises par la tutelle visent à "assurer les conditions nécessaires aux personnels du secteur de la santé en vue de travailler en toute aisance et sans pression de façon à préserver la santé des enfants".

H. M.

## HÉMOPHILIE : La problématique de la régularité du traitement prochainement examinée

La question de la régularité du traitement destiné aux personnes atteintes d'hémophilie (Prophylaxie) sera examinée prochainement par le ministre de la Santé afin de remédier aux perturbations enregistrées, a assuré, lundi soir à Alger, la directrice des Programmes de soins, de l'Ethique et de la Déontologie médicale au ministère de la Santé, Dr Laila Benbernou. " Nous avons présenté récemment au ministre de la Santé la problématique de la rupture du traitement des hémophiles. Il s'est montré très sensible et nous a assurés que cette question sera examinée après le mois du Ramadhan ", a déclaré Dr Benbernou, lors d'une soirée de sensibilisation à l'hémophilie, organisée par le laboratoire Roche Algérie, en partenariat avec le ministère de la Santé, à l'occasion de la Journée mondiale dédiée à cette pathologie. Répondant aux préoccupations de malades et de leurs parents quant à la rupture du traitement préventif destiné à cette maladie, à savoir la Prophylaxie, l'intervenante a expliqué que cette situation est due à nombre de facteurs " indépendants de l'Algérie ", à savoir notamment la disponibilité de ce médicament au niveau du marché international. Ceci, en sus de la non-conformité de certains laboratoires étrangers aux conditions et critères du marché algérien, ainsi que des " difficultés à l'achat de certains médicaments " que rencontre la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), a-t-elle ajouté, faisant observer que " ce n'est pas au ministère de la Santé d'engager toutes les procédures commerciales " pour l'acquisition du traitement en question. De son côté, la présidente de l'Association nationale des Hémophiles, Lamhane Latifa, a rappelé que la Prophylaxie a été préconisée en 2018 par le ministère de la Santé comme étant " un droit pour tout enfant algérien atteint d'hémophilie ", et ce, consécutivement au memorandum d'entente liant ce département à la Fédération mondiale de l'hémophilie. Néanmoins, déplore-t-elle, nombre de malades sont en butte à des contraintes liées, outre à la régularité du traitement, au " nomadisme thérapeutique " dû à leur éloignement des Centres hospitalo-universitaires (CHU), seuls établissements offrant la prise en charge pluridisciplinaire que requière ce type de pathologies. Et de mettre, par ailleurs, en garde contre les risques de " circoncisions en masse ", pour les garçons en général et les hémophiles en particulier, ces rites étant souvent pratiqués en nombre durant le Ramadhan, en dehors des structures hospitalières, à l'instar du domicile familial, et sans établissement d'un bilan préopératoire. " Nous sommes en période post-Covid et nous retrouvons difficilement nos marques en matière de traitement et de molécules destinés à cette maladie chronique et cela, n'est pas propre à cette pathologie ni à l'Algérie ", a fait remarquer, pour sa part, le Pr Mohamed Salim Nekkal, Chef de service d'hématologie et responsable du Centre d'hémophilie au CHU Issad Hassani de Beni-Messous. L'hémophilie est un trouble hémorragique grave héréditaire qui se traduit par l'incapacité du sang à coaguler correctement, entraînant dans les cas graves un saignement incontrôlé, qui est soit spontané, soit lié à un traumatisme mineur. L'Algérie compte quelques 3600 hémophiles, dont environ 500 à Alger.

H. M.

## Kefta aux noisettes

### Ingrédients

- " Pâte d'amandes
- " 2 verres d'amandes en poudre (1 verre = 250ml)
- " 1 verre de sucre glace
- " 1 càc d'extrait de vanille ou d'eau de rose
- " Sirop : 250g de sucre cristallisé + ½ litre d'eau
- " Pâte de noix (moi j'ai mis la noisette)
- " 1 verre de noix hachées (noisettes hachées)
- " ½ verre de biscuits en poudre
- " 1 c à s de beurre ramolli
- " Miel
- " Colorants : rose, vert et blanc

### Étapes de réalisation

1. Préparer le sirop avec l'eau et le sucre, mélanger, porter à ébullition et laisser cuire 15mn à feu doux jusqu'à épaississement. Retirer et laisser refroidir
2. Tamiser ensemble les amandes en poudre, le sucre glace, et l'extrait de vanille
3. Mouiller avec le sirop jusqu'à l'obtention d'une pâte lisse, maniable mais assez ferme
4. Dans un peu de sirop diluer les colorants
5. partager la pâte d'amande en 3, une grande part à laisser nature et 2 petites parts à colorer en rose et en vert, en versant petit à petit le sirop coloré sur la pâte d'amandes en pétrissant jusqu'à l'obtention de la couleur désirée,



6. Couvrir de film alimentaire et laisser reposer
7. Préparer la farce de noisettes en mélangeant les noisettes hachées, les biscuits en poudre, le beurre ramolli, mouiller avec le miel graduellement pour obtenir une pâte maniable et homogène.
8. Saupoudrer le plan de travail de maïzena et étaler la pâte d'amandes nature en

- rectangle sur 5mm d'épaisseur
9. placez dessus une couche de farce aux noisettes, couvrir encore avec une autre couche de pâte d'amande.
10. et découpez en carres,
11. Pour le décor, on peut utiliser les roses de commerce.
12. Garnir de brillant alimentaire et mettre dans de jolies caissettes

## Rondelles chocolatées à la crème

### Ingrédients:

- " 1 œuf
- " 400 gr de beurre ramolli
- " 200 gr de sucre glace
- " 1 sachet de levure chimique
- " 12 c à soupe de cacao (si votre cacao est amer diminuer un peu la dose)
- " 300 g environ de farine

### Crème :

- " 120 gr de beurre ramolli
- " 80 g de sucre glace
- " 2 sachets de vanille
- " 1/2 verre à the de lait
- " 2 c à café de lait en poudre.

### Glaçage:

- " 4 cas de cacao
- " 3 c à s de sucre en glace
- " 50 g de beurre
- " tablette de chocolat (100 g a 150)
- " 1 peu d'eau

### Étapes de réalisation

1. Dans une terrine, mélanger le beurre et le sucre jusqu'à obtention d'un mélange crémeux.
2. Ajouter l'œuf, bien remuer, puis ajouter encore le cacao et en dernier la farine mélangée à la levure.
3. bien mélanger pour avoir une pâte ferme et lisse.
4. A l'aide d'un rouleau à pâtisserie, abaisser la pâte à une épaisseur de 4 mm, sur un plan de travail fariné
5. découper des cercles de 5 cm de diamètres avec un emporte-pièce ou alors un verre à the.
6. les mettre sur un plateau beurrer, et enfourner pendant 10 à 15 min.

### Préparation de la crème :

7. mélanger le beurre ramolli avec le sucre, y ajouter la vanille et le lait peu à peu, puis à la fin le lait en poudre.
8. après refroidissement des gâteaux, étaler la crème sur une face, et la rassembler avec une autre pièce du gâteau.

### Préparation du glaçage :

9. dans une casserole, a bain marie, mélanger le cacao, le sucre glace et le beurre, remuer jusqu'à ce que le beurre soit bien fondu, ajouter tout doucement le chocolat en morceau et l'eau pour avoir un glaçage assez liquide mais pas trop coulant.
10. on peut aussi préparer un petit glaçage blanc à base de sucre glace et eau, et placer ce mélange dans une poche à douille, et à chaque fois qu'on trompe un gâteau dans le glaçage au chocolat, on trace deux lignes de glaçage blanc.



## Gâteau El mechkouk



### Ingrédients (pour presque 50 pièces) :

- " 500g d'amandes moulues
- " 300 g de sucre glace tamisé
- " 3 à 4 blancs d'œufs (selon la grosseur)
- " colorant rouge et bleu
- " arôme fraise
- " arôme pistache
- " sucre glace pour enrober
- " amandes entières pour la déco

### Étapes de réalisation

1. Dans un grand récipient, mélangez les amandes et le sucre glace tamisé.
2. Mouillez avec les blancs d'œufs jusqu'à l'obtention d'une pâte assez molle, un blanc d'œuf à la fois, et ne pas trop mettre, sinon vos gâteaux ne vont pas être bien fissurés
3. découpez la pâte en 2
4. Si vous choisissez la couleur rose, mettez le colorant rouge avec l'arôme correspondant à la couleur (fraise)
5. colorant bleu (ça donne des mechkouks verts) arôme pistache
6. Façonnez des boules de la grosseur d'un jaune d'œuf,
7. les roulez dans du sucre glace tamisé,
8. décorez chaque boule d'une amande entière.
9. Disposez les gâteaux sur une plaque recouverte de papier cuisson ou bien farinée
10. Faites cuire dans un four préchauffé à 180 °C pendant environ 15mn, placez la plaque au milieu du four.
11. Mettez les gâteaux refroidis dans des caissettes.

## Gâteau sans cuisson les pyramides

### Ingrédients

- " 200 gr de farine grillée
- " 100 gr de lait en poudre grillé
- " 50 gr de sucre glace
- " 100 gr de beurre fondu
- " miel
- " chocolat blanc

### Étapes de réalisation

1. grillez la farine dans une poêle en surveillant et tournant souvent avec une cuillère en bois, et passez-la au tamis
2. grillez aussi le lait en poudre aussi dans une poêle, et surveillant attentivement, et tournant souvent avec une cuillère en bois, c'est vraiment délicat, ensuite passez le au tamis
3. mettre les deux mélanges dans une cuve
4. ajoutez le sucre en poudre, le beurre fondu, et ramassez avec le miel
5. à ce stade, déjà vous pouvez goûter votre gâteau, si vous jugez que le gâteau est sec mais sucré, vous pouvez ajouter du beurre.



6. formez des boules de 23 à 25 g chacune, si vous pouvez façonner des pyramides, c'est bien sinon restant dans la forme des boules.
7. mettre le gâteau au frigo pour 30 min.
8. faire fondre le chocolat au bain marie, placez les gâteaux sur une grille
9. placez un papier de cuisson par dessous, et

- versez du chocolat fondu sur chaque gâteau pour bien le couvrir.
10. pour la décoration finale: j'ai utilisé un peu de sucre glace, du colorant rouge, et un peu d'eau, bien mixez pour avoir un beau mélange, placez dans un sachet, ou un cornet en papier, et décorez les gâteaux.

## Cigares de gaufrettes aux qtayefs

### Ingrédients

- " des cigares de gaufrettes
- " Nutella
- " qtayefs
- " cacahuètes grillées et concassées.
- " halva
- " miel pour ramassez
- " Confiture
- " eau de fleur d'oranger
- " chocolat pour la décoration

### Étapes de réalisation

- Remarque: on n'a pas donné les ingrédients exacts, car c'est un gâteau sans cuisson à vous de goûter et d'ajuster les quantités selon votre goût.



1. commencez par faire grilles les qtayefs au four, il faut surveiller et tourner pour avoir une couleur homogène sur tous les qtayefs
2. écrasez les qtayefs, après refroidissement, vous pouvez les écraser sur un tamis pour

- avoir une taille uniforme
3. placez le Nutella dans un bain marie pour pouvoir le travailler sans problème
4. remplissez une poche à douille de Nutella, et remplissez les cigares de gaufrettes avec.
5. mélangez maintenant les cacahuètes avec la halva, puis ramassez avec du miel pour avoir une belle boule.
6. étalez la boule en une fine couche de presque 5 mm, sur du papier de cuisson ou film alimentaire pour que ça ne colle pas.
7. prenez un cigare de gaufrettes

- tes fourrées au Nutella, sur la pâte de cacahuètes
8. tracez avec un couteau pour avoir la même taille en longueur du cigare.
9. roulez le cigare pour bien le couvrir,
10. faites ainsi jusqu'à épuisement des cigares.
11. plongez les boudins couverts de pâte à cacahuètes dans un mélange de confiture et eau de fleur d'oranger
12. puis plongez-les directement dans les qtayefs écrasés pour bien les couvrir.
13. laissez sécher puis décorez de chocolat.

**14 000** IMPORTANT coup de filet en Amérique latine. Plus de 14.000 personnes ont été arrêtées et plus de 8.000 armes à feu saisies, a annoncé Interpol.

## ÉCOLOGIE

# L'Afrique, cimetière des déchets radioactifs

PAR : AMMAR ZITOUNI

Selon les statistiques de l'Agence internationale de l'énergie atomique de 2022, près de 444 réacteurs nucléaires répertoriés sont en activité dans le monde. Avec l'accélération de l'activité industrielle dans les pays développés, le coût de l'énergie dans la Bourse mondiale et les déchets radioactifs résultant de cette dynamique ont enregistré une augmentation exponentielle, faisant resurgir la problématique du traitement et de l'enfouissement des déchets dangereux. Ce dossier a été traité par revue *El-Djeich* dans sa dernière livraison. La revue a rappelé que lors de la tenue de la Cop 26 à Glasgow, en 2021, les spécialistes ont souligné que l'Afrique est devenue le plus grand dépotier des déchets radioactifs au monde, et est sur le pas de faire face à une des plus importantes catastrophes écologiques. Pour Nermine Taoufik, chercheuse et spécialiste dans les affaires africaines, coordinatrice du centre Pharos de consultation et d'études stratégiques, présente à cette rencontre, l'accroissement de l'utilisation des réacteurs nucléaires par les pays industrialisés qui se sont tournés vers les pays pauvres, à leur tête ceux de l'Afrique subsaharienne pour enfouir leurs déchets dangereux, tirent profit de certains traités internationaux qui autorisent l'enfouissement de ces déchets hors de leurs propres frontières en contrepartie d'une somme financière. Les déchets radioactifs constituent une préoccupation majeure et l'un des défis auquel le monde entier fait face en raison de leurs répercussions sanitaires, environnementales et financières. La problématique liée à l'enfouissement des déchets radioactifs s'est posée avec acuité lorsque les pays industrialisés avaient pris la décision de ne plus enfouir leurs déchets sur le leur propre sol vers la fin des années 1970 et début 1980, principalement les pays producteurs de l'énergie nucléaire. Une récente étude du service de presse international (Inter Presse Service) a montré que le coût de l'enfouissement d'une tonne de déchets dangereux dans un pays africain coûte aux pays riches 2,5 dollars, alors que l'enfouissement de la même quantité représenterait en Europe, à titre d'exemple, une dépense de plus de 250 dollars, en raison des mesures de sécurité environnementales imposées par les juridictions européennes.

Cette situation a amené les pays industrialisés à chercher d'autres endroits pour enfouir leurs déchets radioactifs par voie légale, à travers le recours aux dispositions des traités internationaux (Bâle) qui permettent l'enfouissement de ces déchets sur le sol d'autres pays, en contrepartie de compensations financières. Ils se sont même rabattus sur des voies illégales, celles du trafic de déchets. Certains de ses pays ont été amenés à enfouir leurs déchets en haute mer et d'autres ont même pensé à les envoyer dans l'espace afin de s'en débarrasser. Chose qui reste encore improbable à l'heure actuelle, du fait des coûts engendrés par les technologies spatiales. Transactions secrètes L'activité du transport des déchets dangereux des pays industrialisés vers les pays en voie de développement, dont l'Afrique, a débuté vers la fin des années 1970. En 1989, dans un de ses rapports, l'Organisation mondiale de la santé avait déjà tiré la sonnette d'alarme sur le fait que les causes de décès d'enfants en Afrique, en particulier au Cameroun, au Mozambique, en Afrique centrale et occidentale, sont dues à l'enfouissement de déchets nucléaires dans ces pays. Dans un de ses articles parus la même année, le quotidien sénégalais *Le Soleil* a révélé que des pays africains comme le Mozambique et la République centrafricaine constituaient 33% de la superficie réelle dans laquelle les pays occidentaux déversaient leurs déchets. Selon un rapport publié en janvier 2005 par le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), le tsunami de décembre 2004 a transporté des déchets jusqu'aux côtes somaliennes, notamment des déchets nucléaires immergés en mer. Le tsunami a aussi déplacé des dépôts de déchets nocifs situés sur la côte somalienne. Selon le Pnue, ils contenaient également des déchets radioactifs. Outre l'uranium, ces déchets contiennent également, selon les spécialistes, du plomb et du cadmium pour ne citer que ceux-là. La majeure partie des déchets se trouvent dans des fûts ou des conteneurs percés qui, pour la plupart, proviennent des pays industrialisés d'Europe. Mouvements transfrontières des déchets dangereux Du fait de l'accroissement du commerce de déchets nocifs, une convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination, dite convention de Bâle, a été adoptée en 1989. Cette convention intervient

suite à la découverte, dans les années 1980, en Afrique, en Amérique Latine et dans d'autres régions du monde en développement, de dépôts de déchets toxiques importés de l'étranger, à partir des pays industrialisés, profitant de l'absence de réglementation et de mécanismes d'interdiction. C'est dans ce contexte qu'a été négociée la Convention de Bâle à la fin des années 1980, dont l'objectif était de lutter contre ce qu'on a appelé "le commerce des déchets toxiques". L'objectif général de la Convention de Bâle est de protéger la santé des populations et l'environnement des effets préjudiciables des déchets dangereux. Son champ d'application couvre un large éventail de déchets considérés comme "déchets dangereux" de par leur origine et/ou composition et leurs caractéristiques (art. 1 et annexes I, III, VIII et IX). Les dispositions de la convention s'articulent autour des grands objectifs suivants : réduction de la production de déchets dangereux et promotion d'une gestion écologiquement rationnelle de ces derniers, en quelque lieu qu'ils soient éliminés; restriction des mouvements transfrontières de déchets dangereux hormis lorsqu'ils sont jugés conformes aux principes de gestion écologiquement rationnelle et, enfin, un système réglementaire applicable aux cas où les mouvements transfrontières sont autorisés. Fondée sur le principe du consentement mutuel, elle exige qu'avant qu'une exportation puisse avoir lieu, les autorités de l'Etat exportateur notifient les autorités des éventuels Etats d'importation ou de transit, en leur donnant des informations détaillées sur le mouvement envisagé. Le mouvement ne peut être déclenché que sereux qui se chiffrent à des milliards de dollars. La Convention de Bâle prévoit une coopération entre parties, depuis l'échange de renseignements concernant des questions touchant à l'application de la convention jusqu'à l'aide technique, en particulier aux pays en développement (art. 10 et 13). Cependant, elle a vite démontré ses limites dans la mesure où ses textes sont jugés peu contraignants et la majorité de ses protocoles ne sont, à ce jour, pas entrés en vigueur. Les pays africains, du fait qu'ils sont les premiers concernés par ce commerce, ont adopté, en Conseil des ministres de l'OUA, en mai 1988, une résolution sur le déchargement des déchets nucléaires et industriels en Afrique, qui condamnait leur

importation sur le continent africain, la qualifiant de "crime contre l'Afrique et les populations africaines". Dans cette résolution, on entend par "déchets dangereux" les déchets de l'industrie (chimique, pétrochimique et autres) qui, de par leurs caractéristiques, peuvent présenter de graves dangers pour la santé humaine ou pour l'environnement en cas de défaut dans la manipulation, le traitement, le stockage, le transport ou l'élimination. Les principales caractéristiques qui rendent ces déchets dangereux sont notamment leur inflammabilité, leur action corrosive, leur réactivité, leur toxicité aiguë ou chronique, leur infectiosité et leur potentiel de dommages écologiques. Aussi, sont considérés comme dangereux, outre les déchets chimiques, les déchets radioactifs et certains déchets biologiques, en raison de leur caractère infectieux. Les Etats membres de l'OUA ont fait front lors des négociations de la convention de Bâle, en demandant à ce que le projet de convention comporte de solides garanties contre le trafic de déchets des pays développés vers les pays en développement, ainsi que des dispositions relatives à l'aide financière et technique à apporter aux pays en développement dans le domaine de la gestion des déchets. Convention de Bamako La Convention de Bamako est un traité de nations africaines interdisant l'importation vers l'Afrique de tout type de déchets dangereux (y compris les déchets radioactifs). La convention est entrée en vigueur en 1998, sous l'égide de l'OUA, elle intervient en réponse à l'article 11 de la Convention de Bâle qui encourage les Etats à conclure des accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux sur les déchets dangereux pour aider à réaliser les objectifs de la convention. L'impulsion de la convention de Bamako est le produit également de : l'incapacité de la Convention de Bâle à interdire le commerce des déchets dangereux vers les pays les moins développés. Le constat que plusieurs pays développés exportaient des déchets dangereux vers l'Afrique (cas de Koko au Nigeria en 1988, cas du Probo Koala en Côte d'Ivoire, en 2006...). La Convention de Bamako va beaucoup plus loin en interdisant toute importation de déchets dangereux, sans exception, et ne fait pas d'exception sur certains déchets dangereux (tels les déchets radioactifs), comme le souligne la Convention de Bâle. Entrée en

vigueur en 1998 et dont le premier sommet s'est tenu au Mali en 2013, elle comptabilise jusqu'à l'heure, 29 pays signataires et 25 pays parties. Elle couvre plus de déchets que la Convention de Bâle, car non seulement elle comprend les déchets radioactifs, mais elle considère aussi comme "déchets dangereux tout déchet présentant une caractéristique de danger ou possédant un constituant répertorié dans une liste". La convention couvre également les définitions nationales des déchets dangereux propres à chaque pays signataire. Enfin, les produits qui sont prohibés, strictement réglementés ou qui ont fait l'objet d'interdictions sont également couverts par la convention en tant que déchets. Les parties sont appelées à interdire l'importation de déchets dangereux et radioactifs ainsi que toutes les formes de rejet de déchets dangereux dans les océans. En ce qui concerne le commerce intra-africain des déchets, entre autres mesures de contrôle, les parties doivent réduire les mouvements transfrontières de déchets, et seulement les effectuer avec le consentement des Etats importateurs et de transit. Ils devront réduire au minimum la production de déchets dangereux et coopérer pour s'assurer que les déchets sont traités et éliminés d'une manière écologiquement rationnelle. Pour conclure, des études montrent qu'à moyen et long termes, l'enfouissement des déchets dangereux aura pour effet de contaminer les nappes phréatiques et les sols, ce qui mènera, par voie de conséquence, l'apparition de certaines maladies, notamment divers cancers au sein des populations et impactera directement l'équilibre écologique et environnemental si aucune mesure coercitive n'est prise à temps d'interdire l'importation de tous les déchets dangereux et radioactifs vers le continent africain quelle qu'en soit la raison ; r minimiser et contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux dans le continent africain ; r interdire toute immersion de déchets dangereux dans les océans et les eaux intérieures ou toute incinération de déchets dangereux ; r s'assurer que l'élimination des déchets est réalisée de manière écologiquement rationnelle ; r promouvoir la production propre s'appuyant sur la poursuite d'une approche d'émissions acceptables basée sur les hypothèses de capacité d'absorption ; rétablir le principe de précaution. A. Z.

## Post scriptum

Par B. Chellali

L'Armée nationale populaire est une armée qui connaît ses limites, voire le cadre de ses missions constitutionnelles, qui ne peut en aucun cas être mêlée aux enchevêtrements partisans et politiques ou être impliquée dans des conflits qui ne la concernent ni de près ni de loin... Une armée du peuple algérien, une armée qui est fière de son appartenance à ce peuple patriotique authentique et de la grande confiance que ce dernier ne cesse de lui témoigner à travers toutes les contrées du pays. A l'heure où la sous-région, au lieu d'être une sous-région pacifique comme l'exige le temps, tend à devenir une zone de tension et de confrontation. Le contexte géographique, les frontières communes obligent l'Algérie à tenir compte de cette inévitable situation ; l'Algérie est en train d'acquiescer une importance de premier plan dans sa stabilité et d'équilibre régional. L'Algérie qui a assumé seule le fardeau de la lutte contre le terrorisme durant les années 1990 a assumé son présent et son futur en

## La mission, républicaine de l'ANP se nourrit de la réalité populaire

optant pour la réconciliation nationale permettant ainsi à la nation de retrouver sa juste ligne de paix, de sécurité et de développement économique et social. Cette ligne fortement appuyée par l'ANP sans jamais se substituer à la politique a constitué une plateforme incommensurable à la mise en œuvre du renouveau national. Elle est l'expression d'un nationalisme, patriotisme qui sont propres au peuple algérien, une profonde maturité idéologique dans la société. Voilà une question sous-estimée par les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur et dont on doit tenir compte pour préserver cette ligne d'action plus inclusive. Voilà pourquoi l'Institution militaire a aujourd'hui le plus grand soutien populaire. Les hommages qui sont rendus à l'ANP par les Algériens confirment cet état de chose et apportent à chaque occasion aux sceptiques, si nécessaires, la preuve d'une armée républicaine au service de l'Algérie. L'affirmation de ce statut "fort", garantissant l'unité nationale, la préservation de la souveraineté et de l'indépendance de l'Algérie, a elle seule, constitue un impact,

une assurance psychologique et morale sur l'épanouissement du pays et dont tout un chacun doit tenir compte de cette situation de fait. Une position de force qui aide à présent dans la tâche difficile d'édification nationale nécessaire aussi à la paix socio-politique et pour enterrer le passé de division et de fitna dont a souffert la société algérienne dans son ensemble. Les récents atterrissements politiques, les sirènes que personne n'écoute ne sont en fait qu'une pratique de manipulation, de tromperie, car c'est dans cette campagne que ces auteurs ont expressément cité, pour la énième fois, l'institution militaire pour qu'elle se mette en contradiction avec ses prérogatives constitutionnelles. Reprenant mot à mot le discours de certains, il n'est question de parvenir à créer volontairement la confusion dans l'entendement. Mais en réalité, que cache ce discours ? En effet, la réalité de l'heure laisse à penser que les tribunes qui se sont dressées pour commencer à envenimer le climat socio-politique à l'aube de la saison estivale tiennent adroitement à endormir "la cervelle" des

citoyens. Mais comme le prouve l'attitude des citoyens, cette intox s'inscrit dans une logique politique comme l'a été le discours intégriste des années 1990 pour gangréner le vent de la démocratie et de la cohésion nationale. L'ANP demeure une institution républicaine qui se consacre à ses missions constitutionnelles représentées par la défense de l'intégrité de la patrie, de sa sécurité et de sa stabilité. L'ANP demeurera l'honneur et la gloire du peuple algérien au regard de son prestigieux parcours qui puise son inspiration des principes de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 de sa détermination à s'acquiescer de son devoir sacré. Une armée républicaine qui s'honore d'accomplir ses missions constitutionnelles avec dévouement et constance et qui poursuit sa marche vers le progrès et la modernisation, avec l'appui de sa base populaire. Tous les défis et enjeux n'empêcheront pas l'ANP de poursuivre sur cette voie, en s'acquiescant de ses missions constitutionnelles avec dévouement, compétence et rigueur, en tous lieux et en toutes circonstances. B. C.